



Commissariat au lobbying  
du Canada

Office of the Commissioner  
of Lobbying of Canada



# RAPPORT ANNUEL 10 | 11

COMMISSARIAT AU LOBBYING



Il est possible d'obtenir, sur demande, cette publication sur supports accessibles.

Pour recevoir un exemplaire imprimé de cette publication, veuillez vous adresser au :

Commissariat au lobbying du Canada  
255, rue Albert, 10<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0R5

Téléphone : 613-957-2760

Télécopieur : 613-957-3078

Courrier électronique : [QuestionsLobbying@ocl-cal.gc.ca](mailto:QuestionsLobbying@ocl-cal.gc.ca)

Cette publication est également disponible électroniquement sur le Web, en versions HTML et PDF, à l'adresse suivante : [www.ocl-cal.gc.ca](http://www.ocl-cal.gc.ca).

#### **Autorisation de reproduction**

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission du Commissariat au lobbying, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le Commissariat au lobbying soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le Commissariat au lobbying ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à : [QuestionsLobbying@ocl-cal.gc.ca](mailto:QuestionsLobbying@ocl-cal.gc.ca).

No. de catalogue LoI-2011

ISSN 1924-2468

Also available in English under the title

Office of the Commissioner of Lobbying of Canada, Annual Report 2010-2011

La liberté d'accès aux institutions de l'État est une question d'intérêt public.

Le lobbyisme auprès des titulaires d'une charge publique est une activité légitime.

Il est souhaitable que les titulaires d'une charge publique, de même que les citoyens, puissent savoir qui se livre à des activités de lobbyisme.

Le système d'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas nuire à la liberté d'accès au gouvernement.

Commissioner of Lobbying



Commissaire au lobbying

Ottawa, Canada K1A 0R5

L'honorable Andrew Scheer, député  
Président de la Chambre des communes  
Pièce 316-N, Édifice du Centre  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A6

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11 de la *Loi sur le lobbying*, j'ai l'honneur de vous présenter le troisième rapport annuel du Commissaire au lobbying aux fins de son dépôt à la Chambre des communes.

Ce rapport porte sur l'exercice financier se terminant le 31 mars 2011.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "K. Shepherd", with a long horizontal line extending to the right.

Karen E. Shepherd

Commissioner of Lobbying



Commissaire au lobbying

Ottawa, Canada K1A 0R5

L'honorable Noël A. Kinsella  
Président du Sénat  
Le Sénat  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A4

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 11 de la *Loi sur le lobbying*, j'ai l'honneur de vous présenter le troisième rapport annuel du Commissaire au lobbying aux fins de son dépôt au Sénat.

Ce rapport porte sur l'exercice financier se terminant le 31 mars 2011.

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'K. Shepherd'.

Karen E. Shepherd

# TABLE DES MATIÈRES

■ Message de la commissaire au lobbying	1
■ Favoriser la transparence des activités de lobbying	3
Gérer un processus d'enregistrement rapide	5
Assurer l'intégrité des données du Registre	5
Renforcer les normes de service à la clientèle	6
Utiliser plus largement les renseignements du Registre	6
Traiter le volume croissant de demandes relatives aux données du Registre	6
Accroître la transparence	6
■ Communiquer pour renforcer la sensibilisation	9
Accroître la conformité par l'éducation et la sensibilisation	9
Recueillir des informations grâce aux activités de sensibilisation	9
Communiquer avec les lobbyistes	9
Éduquer les titulaires d'une charge publique	10
Aider les parlementaires	11
Communiquer avec les homologues	12
Instaurer un dialogue avec les Canadiens grâce au site Web	12
Sonder les parties intéressées	12
■ Assurer la conformité à la Loi et au Code	13
Étude des infractions possibles	13
Mener des examens administratifs	13
Mener des enquêtes	16
Renvois des dossiers à un agent de la paix	17
Rapport au Parlement	17
Gestion du volume de cas	19
Application des mesures de conformité	19
Vérification de l'exactitude des déclarations mensuelles de communication	20
Examen des demandes d'exemption à l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying	21
Aborder les contestations judiciaires	22
■ Annexe A	25
Liste des acronymes et des abréviations	25
■ Annexe B	27
Au sujet du Commissariat	27
Qui nous sommes	27
Ce que nous faisons	28
■ Annexe C	29
Loi sur le lobbying	29
Objet et description	29
Règlements	30
■ Annexe D	31
Code de déontologie des lobbyistes	31
Principes	31
Règles	31
■ Annexe E – Renseignements statistiques	33
Objet des activités de lobbying	33
Institutions fédérales	34

## MESSAGE DE LA COMMISSAIRE AU LOBBYING

J'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel du Commissariat au lobbying pour l'année 2010-2011.

Mon mandat est énoncé dans la Loi sur le lobbying (ci-après appelée la Loi) et couvre trois activités : tenir un registre des lobbyistes accessible aux Canadiens et Canadiennes; mieux faire connaître les exigences de la Loi grâce à des activités d'éducation et de sensibilisation; surveiller la conformité à la Loi et au Code de déontologie des lobbyistes et en assurer l'application. En prenant connaissance de ce rapport, vous constaterez que beaucoup de travail a été accompli cette année.

Au cours des deux premières années qui ont suivi l'entrée en vigueur de la Loi, en juillet 2008, je me suis employée principalement à poser des bases solides pour administrer les nouvelles mesures législatives. En 2010-2011, le Commissariat a terminé le déploiement des processus mis en place l'an dernier, qui visaient à accélérer l'enregistrement des lobbyistes et à accroître la transparence des activités de lobbying.

Le présent rapport met en évidence les résultats obtenus grâce à ces processus. À titre d'exemple, le temps de traitement des nouveaux enregistrements a été considérablement réduit, passant de plus de 20 jours en moyenne à seulement trois jours. Puisque les enregistrements font état des activités de lobbying menées à l'échelon fédéral, j'estime que la transparence est grandement améliorée lorsque cette information est accessible au public dans les plus brefs délais. Le Commissariat a également constaté que certains lobbyistes-conseils travaillaient en « sous-traitance » pour des entreprises de lobbying et entreprenaient donc des activités de lobbying au nom d'une tierce partie. Dans l'intérêt de la transparence, j'ai adopté la pratique consistant à exiger que les lobbyistes-conseils divulguent à la fois le nom de l'entreprise de lobbying qui leur a confié des contrats de sous-traitance ainsi que celui du client final dont ils sont les représentants.

Je suis convaincue que la sensibilisation aux exigences de la Loi a pour effet d'élever le taux de conformité à celle-ci.



Je me félicite d'avoir réussi cette année à rencontrer près de 1 500 personnes parmi lesquelles figuraient des lobbyistes, des titulaires d'une charge publique, des parlementaires et des membres de leur personnel, certains de mes homologues ainsi que des universitaires (professeurs et étudiants). J'ai comparu à quatre reprises devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique et une fois devant le Comité permanent de la procédure et affaires de la Chambre des communes, afin d'informer les membres de ces comités des réalisations du Commissariat.

Le Règlement désignant certains postes comme postes de titulaire d'une charge publique désignée a été modifié en septembre 2010 afin de reconnaître les députés et les sénateurs comme « titulaires d'une charge publique désignée » aux fins de l'application de la Loi sur le lobbying. J'ai transmis aux parlementaires un échantillon de renseignements sur le Règlement modifié qui devraient les aider à comprendre les obligations qui leur incombent en vertu de la Loi sur le lobbying.

Cette année, l'interprétation et l'application de la règle 8 (influence répréhensible) du Code de déontologie des lobbyistes ont suscité de nombreuses discussions, plus particulièrement en ce qui a trait à la participation des lobbyistes à des



activités politiques. En mars 2009, la Cour d'appel fédérale a rendu une décision qui a eu pour effet d'élargir le champ d'application de la règle 8. Cette décision a nécessité un virage important par rapport aux lignes directrices émises au départ par l'ancien conseiller en éthique. J'ai donné mes propres directives à ce sujet en novembre 2009 et en août 2010 afin de clarifier la question, et j'ai expliqué ma position dans le cadre des présentations que j'ai faites durant l'année. Après le déclenchement de l'élection, en mars 2011, j'ai envoyé aux lobbyistes enregistrés une lettre de rappel les enjoignant de faire preuve de prudence dans leurs activités politiques.

Pour ce qui est de l'application de la Loi, j'ai atteint plusieurs résultats importants. Cette année, j'ai déposé mes trois premiers rapports d'enquête devant les deux chambres du Parlement. En préparant ces rapports, j'ai constaté que trois lobbyistes avaient enfreint le Code de déontologie. Deux des rapports visaient des lobbyistes ayant pris part à des activités politiques qui, selon moi, privilégiaient les intérêts privés d'un titulaire d'une charge publique avec lequel les lobbyistes avaient été en contact dans le cadre de leurs activités de lobbying. Les enquêtes menées en vertu du Code de déontologie des lobbyistes et les rapports présentés au Parlement ne se traduisent pas par des condamnations au criminel, de lourdes amendes ou des peines d'emprisonnement. Je crois toutefois que la révélation publique d'actes répréhensibles dissuade les personnes concernées de répéter la même infraction et incite tous les lobbyistes à se conformer à la Loi et au Code.

En outre, le processus d'évaluation des allégations a été simplifié afin de pouvoir déterminer rapidement s'il s'agit d'une transgression mineure ou plus grave à la Loi et au Code. « Des principes et critères pour recommander des mesures d'application de la Loi » ont également été adoptés. Ces lignes directrices décrivent la méthode qui guide mes décisions quant au mode d'action qui convient le mieux à chaque cas d'infraction présumée à la Loi ou au

Code. L'application des principes directeurs aide à faire en sorte que ces infractions présumées soient examinées de manière équitable et selon les mêmes règles.

Cette année a aussi marqué le début de l'examen législatif de la Loi sur le lobbying. En mars 2011, j'ai eu l'occasion de partager mon point de vue avec les membres du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, de la Chambre des communes. J'ai alors indiqué que plusieurs aspects de la Loi portaient fruit et contribuaient à une plus grande transparence des activités de lobbying. J'ai cependant recommandé un certain nombre de modifications à la Loi qui, à mon avis, menaient à une divulgation plus élevée des activités de lobbying et me permettraient d'appliquer la Loi avec plus de fermeté. J'ai résumé mon expérience dans un rapport intitulé « Mise en œuvre de la Loi sur le lobbying – Observations et recommandations fondées sur l'expérience des cinq dernières années » que j'ai déposé devant le Comité. Ce rapport est disponible sur le site Web du Commissariat au lobbying.

Mon objectif demeure l'administration de la Loi sur le lobbying et le Code de déontologie des lobbyistes de façon à promouvoir une plus grande transparence et des normes éthiques élevées dans les activités de lobbying à l'échelon fédéral. J'ai hâte de relever les défis et d'exploiter les possibilités de la prochaine année. J'ai bâti une équipe solide afin d'atteindre mon objectif d'accroître la transparence et l'intégrité du régime de lobbying. Je me félicite de pouvoir travailler avec des personnes aussi compétentes et de servir le Parlement et la population canadienne à cet égard.



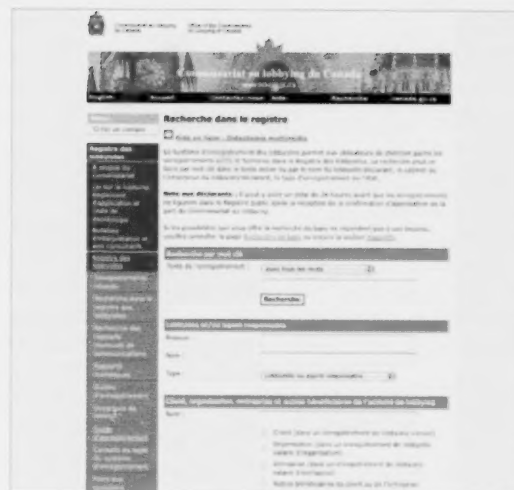
Karen E. Shepherd  
Commissaire au lobbying



# FAVORISER LA TRANSPARENCE DES ACTIVITÉS DE LOBBYING

La transparence des activités de lobbying est un principe essentiel de la Loi sur le lobbying (la Loi). Les titulaires d'une charge publique et le public doivent savoir qui exerce des activités de lobbying auprès du gouvernement fédéral. À cette fin, la Loi exige que le commissariat au lobbying mette sur pied et gère un Registre des lobbyistes (le Registre), accessible en tout temps sur le site Web du Commissariat au lobbying (le Commissariat).

Le Registre permet de connaître l'identité des personnes rémunérées pour communiquer avec les titulaires d'une charge publique fédérale et les sujets abordés. C'est la ressource centrale pour obtenir des renseignements sur les particuliers, les organisations sans but lucratif et les entreprises à but lucratif qui font du lobbying auprès des représentants élus et des fonctionnaires du gouvernement fédéral. Plus de 5 000 lobbyistes y sont inscrits. Ce nombre est demeuré relativement stable au cours des dernières années, comme le montre le tableau ci-dessous.



LOBBYISTES ACTIFS PAR CATÉGORIE (au 31 mars)	2011	2010	2009
Lobbyistes conseils	814	753	873
Lobbyistes salariés (entreprises)	1,808	1,791	1,817
Lobbyistes salariés (organisations)	2,507	2,725	2,936
Lobbyistes enregistrés individuellement (toutes catégories confondues)	5,129	5,269	5,626

ENREGISTREMENTS ACTIFS PAR CATÉGORIE (au 31 mars)	2011	2010	2009
Lobbyistes conseils (un enregistrement par client)	2,136	2,229	2,253
Entreprises	311	291	303
Organisations	484	434	487
Enregistrements actifs (toutes catégories confondues)	2,931	2,954	3,043

Les renseignements figurant au Registre comprennent notamment :

- le nom des lobbyistes qui travaillent pour une entreprise, une société, une organisation ou une association;
- le nom des sociétés mères et des filiales ou des sociétés et entreprises qui bénéficient des activités de lobbying;
- le nom des organisations qui font partie d'une coalition;
- une description générale de l'objet des activités de lobbying et d'autres précisions;
- le nom des ministères et organismes fédéraux avec lesquels les lobbyistes communiquent;
- le titre et la description des propositions législatives, projets de loi, règlements, politiques, programmes, subventions, contributions et contrats visés;
- les postes occupés par les anciens titulaires d'une charge publique au sein du gouvernement du Canada avant qu'ils ne deviennent lobbyistes;
- des renseignements sur les communications orales et organisées avec des titulaires d'une charge publique désignée (TCPD).

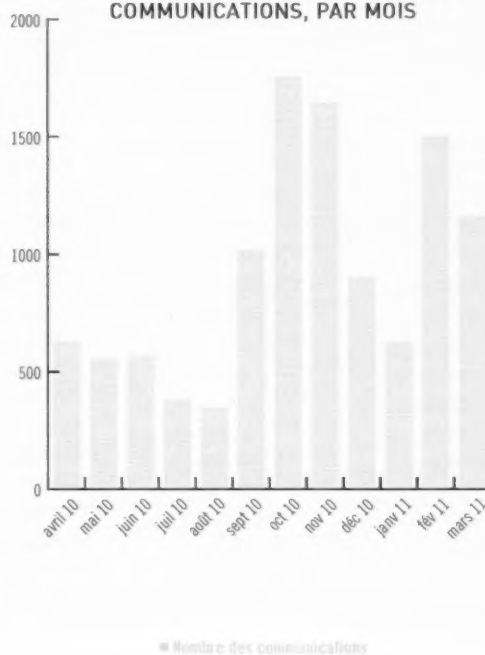
Les renseignements figurant au Registre sont publiquement accessibles en ligne et les utilisateurs peuvent y effectuer des recherches gratuitement. En plus de fournir des listes d'enregistrements individuels, le Système d'enregistrement des lobbyistes (le Système) peut produire des rapports normalisés sur le nombre de lobbyistes actifs par catégorie, le nombre d'enregistrements actifs par catégorie, le nombre d'enregistrements actifs et la liste de questions traitées connexes ou le nombre d'enregistrements actifs et la liste des institutions du gouvernement fédéral correspondantes. Le Système peut également générer une liste d'enregistrements récents qui établit une distinction entre les enregistrements nouveaux, mis à jour, réactivés et désactivés au cours des 30 derniers jours.

Conformément à la Loi, les déclarants doivent divulguer mensuellement toute communication orale ou organisée avec des TCPD. La Loi définit les TCPD comme des décideurs de haut niveau du gouvernement fédéral, notamment les ministres, les membres du personnel de leur cabinet, les sous ministres et les sous-ministres adjoints. La Loi octroie

aussi au gouverneur en conseil le pouvoir de désigner, par règlement, des postes de TCPD. En juillet 2008, 11 postes ont été ainsi désignés, y compris sept postes de niveau supérieur au sein des Forces armées canadiennes, deux catégories de postes au sein du Bureau du Conseil privé et le contrôleur général du Canada.

Le règlement a été modifié en septembre 2010 de manière à ce que les députés et les sénateurs soient compris dans la sous catégorie des TCPD. Ces modifications ont entraîné une augmentation considérable du nombre de déclarations de communication, comme le montre le tableau ci dessous. Je suis d'avis que les déclarations de communication permettent d'accroître la transparence des activités de lobbying à l'échelon fédéral. Le Système est efficace et permet de gérer aisément le volume croissant de déclarations de communication.

**NOMBRE DES COMMUNICATIONS DÉCLARÉES  
DANS LES RAPPORTS MENSUELS DES  
COMMUNICATIONS, PAR MOIS**



## GÉRER UN PROCESSUS D'ENREGISTREMENT RAPIDE

Les renseignements présentés dans le premier enregistrement sont certifiés exacts par les lobbyistes et le personnel du Commissariat en vérifiant l'intégralité. À des fins de transparence, il est crucial que les renseignements des enregistrements soient accessibles au public le plus tôt possible. À ce chapitre, des efforts considérables ont été déployés cette année pour réduire les délais de traitement et accélérer ainsi la saisie des enregistrements dans le Registre. Les processus ont été simplifiés et rationalisés en vue d'accroître l'efficacité et la rapidité de la saisie et de la publication des enregistrements dans le Registre.

Grâce à ces mesures, en un an, le délai moyen de traitement pour un enregistrement initial est passé de plus de 20 jours à trois jours. Je suis d'avis que ces mesures contribuent grandement à la transparence des activités de lobbying à l'échelon fédéral, puisque ces renseignements sont à la disposition des Canadiens plus rapidement. Les normes de service sur le délai de traitement des enregistrements ont été mises à jour et seront analysées dans le cadre des rapports annuels ultérieurs.

## ASSURER L'INTÉGRITÉ DES DONNÉES DU REGISTRE

Le Registre des lobbyistes est une base de données qui contient des renseignements détaillés sur les activités de lobbying menées à l'échelon fédéral depuis 1996. Cette année, mon personnel a travaillé à l'élaboration de protocoles et de programmes d'assurance de la qualité afin d'assurer l'intégrité des données du Registre.

Par exemple, parmi les enregistrements, un certain nombre de questions et d'institutions du gouvernement dites « orphelines » ont été identifiées. Il s'agit de sujets ou d'institutions que les déclarants ont ajoutés à leurs déclarations mensuelles de communication sans modifier leur enregistrement initial en conséquence comme l'exige la Loi. Les déclarations de communication ne donnent qu'une idée très générale des sujets abordés alors que l'enregistrement initial contient

diverses précisions sur le sujet, notamment la description et l'intitulé du projet de loi ou le titre de la politique ou du programme visé. Le Registre comporte une nouvelle fonction qui oblige les déclarants à mettre à jour leur enregistrement initial s'ils désirent ajouter une nouvelle question traitée ou une nouvelle institution à leur déclaration mensuelle de communication. Cette fonction permet d'accroître la transparence puisqu'elle incite les lobbyistes à se conformer à la Loi et, plus précisément, les oblige à fournir des détails sur les questions traitées.

Dans le cadre de son programme continu d'assurance de la qualité, mon personnel a également décelé, dans certains cas, un manque de transparence dans la divulgation des intérêts représentés par les lobbyistes. Certains lobbyistes conseils sont employés en « sous traitance » par des entreprises de lobbying pour entreprendre des activités de lobbying et représenter un tiers, le véritable client. La Loi actuelle exige que chaque lobbyiste dévoile l'identité de son « client », mais cette exigence pourrait être interprétée de façon à viser seulement l'entreprise qui emploie le lobbyiste, plutôt que le client véritable. Par souci de transparence, j'ai adopté la pratique selon laquelle les lobbyistes-conseils doivent divulguer à la fois l'identité de l'entreprise qui les emploie directement et celle du client qu'ils représentent ultimement. Dans mon mémoire<sup>1</sup> adressé en mars 2011 au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes, j'ai recommandé de modifier la Loi de façon à rendre explicite l'exigence, pour les lobbyistes, de divulguer l'identité de leur employeur et du client qu'ils représentent véritablement.

Toutes les modifications apportées au Système font l'objet d'essais rigoureux. Néanmoins, à la suite de la découverte, en août 2010, d'une erreur de programmation dans un de ses rapports statistiques en ligne, j'ai décidé de mettre en œuvre des mesures pour renforcer le programme d'assurance de la qualité. Dès que l'erreur a été décelée, mon personnel a entrepris des démarches pour améliorer la mise à l'essai du Système et a institué des vérifications poussées de l'intégrité des données. De plus, une vérification interne du Système est prévue en 2011-2012.

<sup>1</sup> Karen E. Shepherd « Mise en œuvre de la Loi sur le lobbying — Observations et recommandations fondées sur l'expérience des cinq dernières années », disponible au [www.oic.ca/ge.ca](http://www.oic.ca/ge.ca)

## RENFORCER LES NORMES DE SERVICE À LA CLIENTÈLE

Je suis fière de la qualité des services fournis par le Commissariat aux déclarants et des efforts constants de mon personnel pour améliorer le service à la clientèle. Les normes de service sont essentielles à l'évaluation du rendement de l'organisation et représentent un outil de gestion interne précieux. Cette année, les normes de service à la clientèle ont été mises à jour et élargies afin d'accroître l'efficacité et l'efficience du processus d'enregistrement. Les normes révisées seront mises en œuvre en 2011-2012.

Selon les normes de service à la clientèle en vigueur, les objectifs du Commissariat sont :

- d'activer les comptes d'utilisateur dans un délai de 24 heures suivant la réception du formulaire d'engagement du déclarant;
- d'approuver les enregistrements ou de fournir une rétroaction à ce sujet dans un délai de trois jours ouvrables;
- de répondre aux appels téléphoniques pendant les heures de bureau dans un délai de 30 secondes dans 80 % des cas;
- de répondre aux messages téléphoniques dans un délai de 24 heures;
- d'accuser réception des demandes de renseignements par courriel dans un délai de 24 heures;
- de répondre aux demandes de renseignements par courriel dans un délai de deux jours ouvrables pour les demandes simples, et dans un délai de 14 jours civils pour les demandes complexes.

Un nouveau système de répartition et de gestion des appels téléphoniques a été implanté en 2010-2011 pour répondre plus efficacement aux besoins de la clientèle. Ainsi, les conseillers en enregistrement sont en mesure de répondre directement à un volume d'appels plus important et moins d'appels sont redirigés vers la boîte vocale. Le système compte une fonction pratique qui permet aux utilisateurs de parler directement à leur conseiller attribué. Je suis d'avis que cette mesure contribue à simplifier le processus d'enregistrement.

## UTILISER PLUS LARGEMENT LES RENSEIGNEMENTS DU REGISTRE

Les déclarations mensuelles de communication, instaurées par la Loi sur le lobbying, ont rendu public une foule de nouveaux renseignements sur les communications entre les lobbyistes et les décideurs de haut niveau au sein du gouvernement fédéral. Les déclarations présentent en temps opportun des renseignements sur l'identité des personnes qui se livrent à des activités de lobbying auprès des titulaires de haut niveau d'une charge publique et sur les sujets abordés. Ces renseignements contribuent à améliorer la transparence, puisqu'ils brossent un portrait général des activités de lobbying menées à l'échelon fédéral. La nouvelle catégorie élargie de TCPD utilisée depuis septembre 2010 permet aux Canadiens d'être informés des communications orales et organisées entre les lobbyistes inscrits et les députés ou sénateurs et des questions traitées. Ces déclarations combinées aux renseignements très divers et détaillés figurant dans les enregistrements initiaux permettent aux Canadiens de bien comprendre l'étendue des activités de lobbying menées à l'échelle fédérale. Les médias font souvent référence au Registre et utilisent les renseignements qui y figurent pour décrire les activités de lobbying dans leurs articles.

## TRAITER LE VOLUME CROISSANT DE DEMANDES RELATIVES AUX DONNÉES DU REGISTRE

La tendance actuelle en faveur d'un gouvernement transparent a entraîné une croissance de la demande auprès du Commissariat pour obtenir des renseignements figurant au Registre sous divers formats. En 2010-2011, mon personnel a répondu à neuf demandes distinctes présentées par des médias et des universitaires pour avoir accès à des ensembles importants de données du Registre. L'accessibilité des données du Registre contribue à accroître la transparence des activités de lobbying, mais le nombre croissant de demandes révèle que le Registre n'est pas structuré de façon à faciliter les analyses à grande échelle. Par conséquent, mon personnel s'efforce d'établir une méthode efficace de classement des données du Registre pour simplifier le travail d'analyse afin, éventuellement, d'en faire profiter tous les Canadiens.

## ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE

L'obligation pour les lobbyistes de divulguer les communications avec les TCPD permet d'accroître la transparence des activités de lobbying. En 2010-2011, les lobbyistes ont déclaré 11 098 communications, soit une moyenne de 925 communications par mois. Toutefois, des améliorations sont encore possibles à ce chapitre. Dans mon mémoire adressé en mars 2011 au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes, j'ai relevé quatre dispositions de la Loi susceptibles d'être modifiées pour accroître davantage la transparence.

Premièrement, la Loi actuelle exige que les entreprises (à but lucratif) et les organisations (sans but lucratif) s'enregistrent seulement lorsque leurs activités de lobbying constituent une « partie importante des fonctions » (soit l'équivalent de 20 % ou plus des heures de travail mensuelles d'une personne), conformément à la définition du seuil prescrit. Si les lobbyistes estiment qu'ils n'ont pas atteint ce seuil, ils ne sont pas tenus de s'inscrire. Par conséquent, le Registre ne comptera aucun renseignement sur leurs activités de lobbying. De surcroît, ces lobbyistes ne seront pas visés par l'obligation de déclarer mensuellement les communications orales et organisées avec les TCPD. Voilà pourquoi j'ai recommandé au Parlement d'éliminer de la Loi la disposition sur le critère relatif à la « partie importante des fonctions », afin que toutes les organisations et entreprises soient visées par l'exigence d'enregistrement. En outre, j'ai recommandé de prévoir certaines exemptions pour ne pas occasionner un fardeau injustifié.

Deuxièmement, selon la Loi, les déclarations mensuelles de communication doivent contenir le nom du TCPD avec lequel le lobbyiste a communiqué et le nom du cadre dirigeant de l'entreprise ou de l'organisation chargé de l'enregistrement. Cependant, la Loi ne requiert pas de déclarer mensuellement le nom des lobbyistes salariés qui ont participé aux communications orales ou organisées avec le TCPD. Par conséquent, j'ai recommandé que la Loi soit modifiée de façon à ce que les entreprises et organisations soient tenues de déclarer ces renseignements.

Troisièmement, la Loi actuelle oblige les lobbyistes à produire une déclaration mensuelle seulement lorsque la communication orale et organisée est à l'initiative du lobbyiste. Néanmoins, les communications relatives à l'octroi de subventions, de contributions ou de tout autre avantage financier doivent être déclarées, peu importe qui a pris l'initiative de la communication. Cette règle s'applique également aux lobbyistes conseils en ce qui a trait à l'attribution de contrats. J'ai recommandé que les lobbyistes soient tenus de divulguer toute communication orale avec les TCPD sur des questions prescrites, peu importe qui est à l'origine de la communication.

Quatrièmement, le Règlement sur l'enregistrement des lobbyistes prévoit que les lobbyistes doivent déclarer mensuellement toute communication « orale et organisée » avec un TCPD. J'ai recommandé que cette disposition soit modifiée de manière à ce que les lobbyistes soient tenus de déclarer les communications orales relatives à des questions prescrites, que la communication ait été organisée à l'avance ou non. Cette modification contribuerait à améliorer la transparence, puisque les rencontres soi-disant « fortuites » entre lobbyistes et TCPD seraient également visées par l'obligation de déclaration.



## COMMUNIQUER POUR RENFORCER LA SENSIBILISATION

La Loi sur le lobbying (la Loi) donne à la commissaire au lobbying le mandat explicite d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'éducation destinés à favoriser la sensibilisation des lobbyistes, de leurs clients et des titulaires d'une charge publique (TCP) aux exigences de la Loi.

### ACCROÎTRE LA CONFORMITÉ PAR L'ÉDUCATION ET LA SENSIBILISATION

Je suis convaincue qu'en expliquant la raison d'être et les exigences de la Loi, il est possible d'améliorer la conformité. En 2010-2011, mon personnel et moi-même avons rencontré près de 1 500 personnes parmi lesquelles se trouvaient des lobbyistes, des titulaires d'une charge publique, des parlementaires et des membres de leur personnel, mes homologues, des universitaires (professeurs et étudiants). De plus, j'ai comparu à cinq reprises devant deux comités de la Chambre des communes – soit quatre fois devant le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique et une fois devant le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre – afin de fournir à leurs membres de l'information sur mes travaux, et notamment sur mon processus d'enquête. À l'appui de l'examen quinquennal, j'ai déposé un mémoire, en mars 2011, afin de faire ressortir les principaux aspects de mon expérience et celle de mon Commissariat dans le cadre de l'administration de la Loi et du Code de déontologie des lobbyistes (le Code) depuis 2005. Le mémoire contient également mes recommandations de modifications à la Loi sur le lobbying. J'ai recommandé, entre autres, de maintenir dans la Loi le mandat d'éducation et de sensibilisation.

### RECUEILLIR DES INFORMATIONS GRÂCE AUX ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

Je suis d'avis que la rétroaction des parties concernées à l'occasion des activités de sensibilisation permet d'assurer que les produits d'information distribués par mon Commissariat répondent à leurs besoins. En 2010-2011, on a analysé les enjeux et les questions récurrentes soulevés dans les réunions avec les parties concernées. Cette analyse a contribué à formuler mes recommandations sur d'éventuelles modifications à la Loi.

Par exemple, l'exigence selon laquelle les organisations et les sociétés doivent s'enregistrer uniquement si les activités de lobbying représentent une « partie importante des fonctions » est complexe et exige un effort concerté d'explication. C'est pour cette raison (et pour d'autres liées à l'application de cette disposition) que j'ai recommandé de la supprimer de la Loi et d'envisager que des exemptions soient accordées à certains afin d'éviter un fardeau injustifié.

De la même façon, ce qui constitue une communication « organisée à l'avance » avec un titulaire d'une charge publique désignée (TCPD) est souvent mal compris en pratique, autant par les lobbyistes que par les TCPD, et c'est une exigence que je dois régulièrement expliquer dans mes présentations. Pour déterminer quelles communications doivent être divulguées, on pourrait modifier le Règlement de façon à exiger que les lobbyistes déclarent leurs communications orales avec des TCPD, que ces communications aient été organisées à l'avance ou non, ce qui éliminerait la confusion.

### COMMUNIQUER AVEC LES LOBBYISTES

Des ressources et des efforts importants sont consacrés à la communication et à l'échange d'information avec les lobbyistes sur les exigences de la Loi et du Code. En 2010-2011, mon personnel a continué de répondre aux demandes de renseignements des lobbyistes qui désiraient des clarifications sur divers aspects de la Loi, du règlement connexe et du Code.

Avec des membres de mon personnel, j'ai rencontré plusieurs associations représentant des lobbyistes conseils et des lobbyistes salariées, y compris l'Institut de relations gouvernementales du Canada, la Société canadienne des relations publiques, la Chambre de commerce du Canada et la Société canadienne des directeurs d'association. Ces contacts ont permis d'informer et de répondre aux questions sur les exigences de la Loi, et d'échanger avec les lobbyistes sur l'administration de la législation. Les lobbyistes ont pu aborder les questions qui les préoccupaient, ce qui les a aidés à déterminer les aspects où une plus grande précision profiterait à l'administration de la Loi et du Code et à la conformité.



En outre, durant l'année, les lobbyistes enregistrés ont reçu, par courrier électronique, de l'information sur certains des changements apportés aux exigences d'enregistrement. L'utilisation du courriel est un moyen peu dispendieux pour compléter l'information du site Web du Commissariat, ce qui me permet de transmettre rapidement des conseils importants et de mieux faire connaître les aspects principaux de la législation pour renforcer la conformité.

### Lettres d'information

Des lettres d'information sont envoyées aux particuliers qui semblent exercer des activités de lobbying sans être enregistrés. Cette année, 170 particuliers, sociétés et organisations ont été soumis à une vérification de conformité après que mon personnel ait appris, par ses activités de surveillance, qu'ils exerçaient des activités de lobbying auprès de titulaires d'une charge publique fédérale. La majorité d'entre eux (82 %) étaient enregistrés conformément à la Loi. Une autre analyse a montré que seulement cinq lettres d'information devaient être envoyées à des déclarants éventuels afin de déterminer s'ils devaient s'enregistrer. Un récipiendaire a indiqué qu'il était enregistré. Trois autres m'ont avisé que leurs activités de lobbying n'atteignaient pas le seuil de la « partie importante des fonctions » nécessitant un enregistrement. Un récipiendaire n'a pas encore répondu.

### Directive de la commissaire

Suite à une décision de la Cour d'appel fédérale prononcée en mars 2009<sup>2</sup>, j'ai émis une directive aux lobbyistes sur la règle 8 (influence répréhensible) du Code, qui traite du conflit d'intérêts. Après sa publication, plusieurs lobbyistes ont indiqué qu'ils avaient besoin de mieux comprendre comment j'évaluerais la question des activités politiques en relation avec la règle 8. En réponse, j'ai publié des clarifications sur les activités politiques dans le contexte de la règle 8. Lorsque la 41<sup>e</sup> élection générale a été déclenchée en mars 2011, j'ai transmis un message par courrier électronique à tous les lobbyistes enregistrés pour leur rappeler que la participation à des activités politiques pourrait placer un titulaire d'une charge

publique dans une situation de conflit d'intérêts réel ou apparent. J'ai insisté auprès des lobbyistes pour qu'ils fassent preuve de prudence et gardent à l'esprit ce qui suit :

- travailler à une campagne en vue de l'élection d'un titulaire d'une charge publique sert, à mon avis, les intérêts personnels de ce dernier;
- un conflit d'intérêts réel ou apparent peut être créé lorsqu'un lobbyiste se livre à des activités politiques qui servent les intérêts personnels d'un titulaire d'une charge publique, et au même moment ou par la suite, cherche à faire du lobbying auprès de ce dernier;
- un conflit d'intérêts réel ou apparent peut être créé lorsqu'un lobbyiste se livre à des activités politiques qui servent les intérêts personnels d'un ministre ou d'un ministre d'État, et au même moment ou par la suite, cherche à faire du lobbying auprès de titulaires d'une charge publique travaillant dans le ministère dont ce ministre ou ministre d'État est responsable;
- désactiver temporairement un enregistrement pendant une campagne électorale pourrait ne pas être suffisant pour éviter la création d'un conflit d'intérêts réel ou apparent.

La réaction à la directive a été mitigée. Quelques lobbyistes ont avancé que la directive ne décrivait pas clairement les activités politiques permises. D'autres ont indiqué qu'ils appréciaient le rappel et les clarifications supplémentaires fournies, et le fait que la directive leur permettait de s'organiser selon les règles. Certains lobbyistes ont exprimé des préoccupations quant aux restrictions injustes appliquées à leur droit de participer au processus démocratique. Toutefois, j'ai expliqué clairement que je reconnaissais la légitimité et la légalité des activités politiques autant que celles des activités de lobbying enregistrables. La question du conflit d'intérêts et de l'application de la règle 8 du Code de déontologie des lobbyistes peut se poser lorsque les deux activités coïncident.

<sup>2</sup> *Démocratie en surveillance c. Barry Campbell et le Procureur général du Canada* (Bureau du directeur des lobbyistes), 2009 CAF 79.

## ÉDUCER LES TITULAIRES D'UNE CHARGE PUBLIQUE

Les titulaires fédéraux d'une charge publique, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'élus, ont un rôle déterminant à jouer dans la meilleure compréhension de la Loi et de ses exigences. Lorsque les titulaires d'une charge publique comprennent les objectifs de la Loi, ils peuvent contribuer à renforcer la conformité en vérifiant si les lobbyistes qu'ils rencontrent sont sensibilisés à la Loi et à ses exigences.

Mon personnel et moi-même rencontrons régulièrement les équipes de gestion et d'autres responsables des ministères et des organismes dans l'ensemble de la fonction publique fédérale. C'est un moyen efficace pour échanger des informations et des avis sur les questions touchant les activités de lobbying et les exigences de la Loi.

L'an dernier, j'ai rencontré des représentants de plusieurs conseils fédéraux régionaux dans le cadre de leurs réunions régulières. Les conseils fédéraux régionaux fournissent aux hauts fonctionnaires fédéraux des régions un forum pour échanger des perspectives et communiquer leurs préoccupations sur des enjeux communs aux ministères et organismes fédéraux établis à travers le pays. Cette série de réunions a contribué à sensibiliser les titulaires fédéraux d'une charge publique ailleurs que dans la région de la capitale nationale aux exigences de la Loi.



## AIDER LES PARLEMENTAIRES

La commissaire au lobbying est un agent indépendant du Parlement et, à ce titre, je rends compte directement aux deux chambres. Je compare principalement devant le Comité permanent de l'accès à l'information, la protection des renseignements personnels et l'éthique de la Chambre des communes pour faire état de mes activités. Ce faisant, je m'efforce de fournir tous les renseignements nécessaires afin d'aider les parlementaires à mieux comprendre le mandat qui m'est conféré en vertu de la Loi et leur permettre ainsi de mieux remplir leurs fonctions de surveillance.

En septembre 2010, le Règlement désignant certains postes comme postes de titulaire d'une charge publique désignée a été modifié afin d'inclure les députés et les sénateurs comme titulaires d'une charge publique désignée (TCPD). Lorsque le Règlement modifié est entré en vigueur, j'ai transmis aux nouveaux TCPD un éventail de renseignements sur les conséquences de cette modification pour les aider à comprendre leurs responsabilités aux termes de la Loi. Mon personnel a rédigé un document intitulé « Les dix choses que vous devriez savoir au sujet du lobbying » et un exemplaire a été distribué aux députés et aux sénateurs. J'ai également rappelé à tous les lobbyistes enregistrés les aspects principaux des exigences auxquelles ils doivent satisfaire en matière de divulgation, en particulier en ce qui concerne les communications avec les députés et sénateurs en tant que TCPD. Sur invitation, j'ai participé à plusieurs réunions de caucus de partis, à la Chambre des communes et au Sénat, pour faire un suivi de l'information transmise par écrit et répondre aux questions.

## COMMUNIQUER AVEC LES HOMOLOGUES

La communauté qui s'efforce de veiller à ce que les activités de lobbying se déroulent de manière éthique et transparente est relativement petite. Il est donc vital d'établir et de maintenir un réseau pour les membres de cette communauté, aux paliers fédéral et provincial et à l'échelle internationale, afin qu'ils puissent échanger leurs expériences et les pratiques exemplaires et discuter des moyens de résoudre les problèmes actuels et émergents au sein des différentes juridictions.

En septembre 2010, les Registraires et les Commissaires au lobbying du Canada ont organisé leur conférence annuelle à St. John's, Terre Neuve. Les représentants du Commissariat, des provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de Terre Neuve et Labrador, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario, du Québec, du Manitoba et de la ville de Toronto se sont réunis pour comparer leurs expériences de l'année précédente, et discuter des pratiques exemplaires et des enjeux. À cette occasion, le groupe a décidé qu'un contact plus régulier lui serait profitable. Il y a donc eu une autre rencontre en février 2011 qui a servi à examiner plusieurs questions importantes, telles que la valeur des codes de déontologie des lobbyistes, et à comparer et à échanger des perspectives sur les pouvoirs et les processus d'enquête.

Je suis aussi active sur la scène internationale. J'ai participé notamment à la conférence annuelle du « Council on Governmental Ethics Laws » (COGEL) à Washington DC, où, dans le cadre d'un débat d'experts, j'ai présenté mon point de vue sur le régime fédéral Canadien appliqué au lobbying. Également, j'ai donné mon avis à une conférence téléphonique à laquelle participaient des représentants de l'Independent Commission Against Corruption de Nouvelle-Galles du Sud (Australie) dans le cadre de son enquête sur les risques de corruption liés au lobbying.

## INSTAURER UN DIALOGUE AVEC LES CANADIENS GRÂCE AU SITE WEB

Le site Web du Commissariat est un outil efficace qui permet de diffuser un large éventail d'informations aux lobbyistes, aux titulaires d'une charge publique, aux parlementaires, aux médias et au grand public. Le matériel éducatif préparé par mon personnel est régulièrement actualisé et comprend les documents suivants :

- des didacticiels multimédias qui expliquent en détail le processus d'enregistrement;
- des présentations en PowerPoint qui font ressortir les principaux éléments de la Loi sur le lobbying;
- des bulletins d'interprétation et des avis consultatifs qui expliquent certaines exigences importantes de la Loi;
- du matériel d'orientation sur l'application des règles conformément au Code de déontologie des lobbyistes.

Cette année, les visites sur le site Web ont augmenté de 23 %, passant de 89 603 à 110 390 visites. Je suis consciente de la nécessité d'utiliser le Web pour communiquer, et un projet a été amorcé pour en revoir la conception en mettant l'accent sur l'amélioration de la navigation. Ces changements seront mis en œuvre en 2011-2012.

## SONDER LES PARTIES INTÉRESSÉES

Le Commissariat au lobbying reconnaît la nécessité d'évaluer ses outils et ses techniques de sensibilisation. Un sondage a été élaboré et sera administré aux parties intéressées au cours du prochain exercice afin de cibler le mieux possible les activités de sensibilisation à venir.

# ASSURER LA CONFORMITÉ À LA LOI ET AU CODE



Tel que mentionné plus haut, les activités d'éducation et de sensibilisation sont indispensables pour accroître la conformité à la Loi sur le lobbying (la Loi) et au Code de déontologie des lobbyistes (le Code). Toutefois, si nous voulons qu'elles soient efficaces et qu'elles dissuadent les lobbyistes qui ne se conforment pas, ces activités doivent être soutenues par un programme de surveillance, d'examen administratifs et d'enquêtes.

Pour assurer l'intégrité des données saisies par les lobbyistes dans les déclarations mensuelles de communication, mon personnel correspond avec un groupe échantillon de titulaires d'une charge publique désignée afin de vérifier l'exactitude des renseignements déclarés. De plus, il étudie les demandes d'exemption de l'interdiction quinquennale à laquelle les TCPD sont assujettis en vertu de la Loi après avoir quitté leur poste.

## ÉTUDE DES INFRACTIONS POSSIBLES

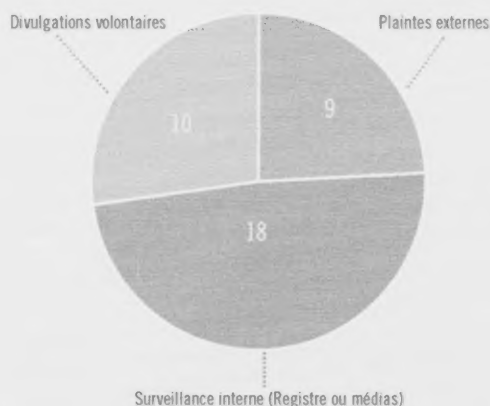
La législation me permet d'examiner les infractions présumées à la Loi ou au Code. Les infractions présumées sont décelées par mon personnel ou portées à mon attention par des plaintes externes. N'importe qui peut porter des allégations d'infractions à la Loi ou au Code à mon attention. Je prends toutes les allégations au sérieux. J'évalue le bien fondé de chaque allégation avant de décider d'un mode d'action. Les allégations émanent de ministères, de parlementaires ou de simples citoyens.

J'ouvre également des dossiers à partir d'observations tirées des informations publiées dans les médias et d'autres sources d'information, ou de la surveillance des renseignements transmis au Registre. Mon personnel fait un suivi des renseignements accessibles au public pour identifier les particuliers, les entreprises ou les organisations qui pourraient exercer des activités de lobbying et vérifier s'ils sont enregistrés comme l'exige la Loi. S'ils ne le sont pas, je peux décider de leur envoyer une lettre pour les informer de l'exigence d'enregistrement prévue à la Loi, et les renseigner sur les endroits où ils peuvent obtenir d'autres renseignements.

L'an dernier, un certain nombre de lobbyistes ont révélé volontairement qu'ils ne s'étaient pas conformés à certaines exigences de la Loi, comme les délais d'enregistrement ou les déclarations mensuelles de communication. En général, je reçois favorablement les divulgations qui me parviennent volontairement. Cependant, avant de décider de la mesure à prendre, je procède à un examen pour évaluer les faits, dans chaque cas, y compris les antécédents de conformité du déclarant.

Le tableau ci dessous montre la ventilation des allégations d'infractions à la Loi ou au Code qui ont été portées à mon attention en 2010-2011, par source.


### VENTILATION DES ALLÉGATIONS, PAR SOURCE



## MENER DES EXAMENS ADMINISTRATIFS

### Le processus

Je lance un examen administratif si, suite à l'examen des renseignements relevant du domaine public, d'une plainte ou d'une divulgation volontaire, j'ai été informée d'une infraction possible à la Loi ou au Code. Il convient de rappeler qu'un examen administratif n'est pas une enquête officielle. Cette année, j'ai initié 37 examens administratifs.



L'examen administratif sert à évaluer l'allégation, à rechercher les faits spécifiques et à produire un rapport qui m'est remis. Les examens administratifs sont souvent très minutieux afin de me permettre de disposer d'une information et d'une analyse suffisantes pour me permettre de décider des moyens adéquats à employer pour assurer la conformité. De plus, comme mes décisions peuvent faire l'objet d'un contrôle judiciaire de la Cour fédérale, un examen administratif bien documenté s'impose.

### Résultats des examens administratifs

Un examen administratif a quatre issues possibles.

1. Le dossier est clos parce que l'allégation n'était pas fondée, par exemple parce qu'il ne s'agissait pas d'une communication enregistrable, parce que l'activité n'a pas été exercée contre rémunération ou parce que le seuil « d'une partie importante des fonctions » n'a pas été atteint par la société ou l'organisation employant la personne visée. Dans de tels cas, j'informe le plaignant et la personne visée de ma décision par lettre.

#### ÉTUDE DE CAS 1 : ALLÉGATION NON FONDÉE

En juin 2010, j'ai lancé un examen administratif après avoir reçu une plainte par écrit m'informant qu'une personne avait exercé des activités de lobbying non enregistrées. L'allégation se fondait sur l'information tirée d'un site Web indiquant que la personne visée exerçait des activités de lobbying auprès du gouvernement fédéral sur des questions de politique. Après avoir mené des entrevues avec le plaignant, la personne visée et son employeur, la Direction des enquêtes du Commissariat m'a remis un rapport d'examen administratif indiquant que les allégations n'étaient pas fondées, car il n'y avait pas de preuve que la personne avait communiqué ou organisé des rencontres avec des titulaires fédéraux d'une charge publique contre rémunération, au nom de son employeur ou client. Le dossier a été fermé, et j'ai informé la personne visée et le plaignant de mes conclusions.

2. Le dossier est fermé, même si l'allégation est fondée.

Dans les cas où j'estime que la transgression est mineure, je peux opter pour d'autres mesures que je juge plus adaptées pour assurer la conformité à la Loi. Ces mesures peuvent être, par exemple, d'informer la personne des exigences de la Loi ou lui demander de corriger les renseignements dans le Registre des lobbyistes. Selon moi, ce type de dossier ne justifie pas un renvoi à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ni une enquête officielle en vertu de la Loi. Toutefois, une fois le dossier d'examen administratif clos, mon personnel continue de surveiller ces personnes pour s'assurer qu'elles demeurent en conformité.

#### ÉTUDE DE CAS 2 : L'ALLÉGATION EST FONDÉE ET D'AUTRES MESURES DE CONFORMITÉ SONT EMPLOYÉES

En mai 2010, en me fondant sur des informations que j'avais reçues de la Direction de l'enregistrement et des services à la clientèle, j'ai amorcé un examen administratif sur une allégation selon laquelle un lobbyiste conseil avait omis d'enregistrer une activité et de divulguer une communication enregistrable dans les délais prescrits par la Loi. D'après l'information contenue dans le rapport d'examen administratif, j'ai déterminé que l'allégation était fondée. Cependant, j'ai décidé qu'une enquête plus poussée n'était pas nécessaire compte tenu que le lobbyiste avait pris immédiatement des mesures pour se conformer et avait de bons antécédents de conformité, ayant enregistré comme il se doit plus de 50 activités antérieures. Le déclarant a été informé des résultats de l'examen administratif dans une lettre l'avisant des conséquences que pourrait entraîner une autre situation de non conformité. Mon personnel continue de surveiller le lobbyiste visé pour s'assurer qu'il demeure en conformité avec la Loi.

3. Une enquête officielle est lancée lorsque je détermine qu'une infraction présumée est grave et semble fondée. Aux termes de la Loi sur le lobbying, je dois procéder à une enquête si j'ai des « raisons de croire » qu'une enquête est nécessaire pour faire respecter la Loi ou le Code. Dans certains cas, je peux lancer plus d'une enquête en me fondant sur l'information qui m'a été fournie dans un seul rapport d'examen administratif.



#### ÉTUDE DE CAS 3 : DEUX ENQUÊTES SONT LANCÉES D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS OBTENUS DANS LE CADRE D'UN EXAMEN ADMINISTRATIF

En octobre 2009, j'ai procédé à un examen administratif suite à la publication d'articles dans les médias et à la réception de lettres de plaignants alléguant qu'un lobbyiste avait placé un titulaire de charge publique dans une situation de conflit d'intérêts en organisant une campagne de financement en faveur du TCP. Au cours de l'examen, j'ai appris qu'un autre lobbyiste enregistré avait également participé de manière active à l'organisation de la campagne de financement. Dans les mois qui ont suivi, la Direction des enquêtes a vérifié les renseignements dans le Registre des lobbyistes et mené des entrevues avec des TCP, des lobbyistes et d'autres témoins. La Direction des enquêtes m'a ensuite remis un rapport d'examen administratif. En me basant sur ce rapport, j'ai déterminé qu'il y avait des raisons de croire que les deux lobbyistes avaient enfreint la règle 8 du Code de déontologie des lobbyistes en participant activement à l'organisation d'une campagne de financement politique pour le compte du titulaire d'une charge publique, tout en exerçant des activités de lobbying auprès du titulaire en question. Le 29 juillet 2010, j'ai entamé deux enquêtes officielles.

4. Le dossier est renvoyé à un agent de la paix (la GRC dans le cas de la Loi sur le lobbying) si j'ai des raisons de croire qu'une personne a commis une infraction à la Loi sur le lobbying, ou à toute autre loi du Parlement ou d'une législature provinciale. Dans de tels cas, en vertu de la Loi, je dois suspendre l'étude du dossier jusqu'à ce qu'il ait été traité par la GRC.

#### ÉTUDE DE CAS 4 : UN DOSSIER EST RENVOYÉ À LA GRC ET L'ENQUÊTE EST SUSPENDUE

En novembre 2009, j'ai ouvert un dossier d'examen administratif après qu'un titulaire d'une charge publique m'ait informé qu'un lobbyiste non enregistré avait communiqué avec son bureau pour organiser une rencontre au nom d'un client de son entreprise. En mai 2010, d'après les renseignements tirés d'un rapport d'examen administratif, j'ai lancé une enquête officielle. Toutefois, je l'ai immédiatement suspendue et j'ai renvoyé le dossier à la GRC, ayant des raisons de croire qu'en omettant de s'enregistrer comme lobbyiste conseil, la personne avait commis une infraction à la Loi sur le lobbying. En novembre 2010, la GRC m'a avisé qu'elle n'avait pas pu recueillir suffisamment de preuves pour procéder à des accusations. J'ai décidé, une fois le dossier retourné au Commissariat par la GRC, que j'avais suffisamment d'informations pour procéder à une enquête en vertu du Code de déontologie des lobbyistes. L'enquête est en cours.

Il faut souligner que le temps nécessaire pour mener un examen administratif exhaustif varie. Cela dépend de la complexité du dossier, de la disponibilité des témoins ou des preuves, et d'autres facteurs. De plus, si un dossier est transmis à la GRC, je n'ai plus aucun pouvoir sur le temps qu'il faut pour le traiter complètement.

La Loi sur le lobbying me confère un pouvoir discrétionnaire. Par exemple, je peux refuser d'étudier un dossier ou cesser de le faire, si j'estime que le dossier serait mieux géré en vertu d'une autre loi du Parlement, si le cas n'est pas suffisamment grave ou important ou si le fait de le traiter ne serait d'aucune utilité en raison du laps de temps écoulé depuis qu'il a été porté à mon attention, ou pour toute autre motif valable. Le site Web du Commissariat fournit d'autres précisions sur les facteurs dont je tiens compte en exerçant ce pouvoir discrétionnaire, dans un document intitulé « Principes directeurs et critères pour recommander des mesures d'application de la Loi ».



Le tableau suivant donne des renseignements sur les 31 dossiers d'examen administratif fermés en 2010-2011.

RÉSULTAT	NOMBRE DE DOSSIERS D'EXAMEN ADMINISTRATIF FERMÉS
Non fondée – n'est pas une communication enregistrable	2
Non fondée – l'activité n'est pas assortie d'un paiement	1
Non fondée – aucune réunion n'a été organisée	1
Non fondée – ne constitue pas une influence répréhensible	1
Non fondée – ne représente pas une partie importante des fonctions	1
Non fondée – communication déclarée dans les délais prescrits	1
<b>NON FONDÉE – SOUS-TOTAL</b>	<b>7</b>
Fondée – Soumis par la suite à des mesures d'éducation et à d'autres mesures de surveillance	17
Fondée – Enquête amorcée *	4
<b>FONDÉE – SOUS-TOTAL</b>	<b>21</b>
Arrêt – Après examen du caractère suffisant et de la disponibilité d'information	1
Arrêt – Sujet traité dans des rapports d'enquête antérieurs déposés au Parlement par l'ancien directeur des lobbyistes	2
<b>CESSÉE – SOUS-TOTAL</b>	<b>3</b>
<b>TOTAL DES DOSSIERS D'EXAMEN ADMINISTRATIF FERMÉS, 2010-2011</b>	<b>31</b>

\*Note : Deux des quatre enquêtes initiées ont aussi été remoyées à un agent de paix

## MENER DES ENQUÊTES

En vertu de la Loi sur le lobbying (la Loi), je peux lancer une enquête si j'ai raison de croire qu'une enquête est nécessaire pour assurer la conformité à la Loi ou au Code. Dans la plupart des cas, pour procéder à une enquête, je me fonde sur les renseignements portés à mon attention dans un rapport d'examen administratif. Je peux également décider qu'une enquête s'impose avant qu'un examen administratif ne soit lancé ou ne soit terminé.

Au cours ou à l'issue d'une enquête, je peux aussi décider qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'une infraction a été commise aux termes de la Loi. Si tel est le cas, la Loi sur le lobbying exige que je suspende immédiatement l'enquête et avise un agent de la paix habilité à faire enquête sur l'infraction

(c'est à dire la GRC). Si la GRC décide de ne pas procéder, j'ai la possibilité d'examiner le cas sous l'angle d'une infraction au Code.

Cette année, j'ai lancé huit enquêtes. J'ai également utilisé mon pouvoir de mettre fin à des enquêtes dans trois cas. Dans deux cas, la question avait été traitée dans des rapports d'enquête antérieurs déjà déposés au Parlement ou en voie de l'être. Dans le troisième cas, j'ai mis fin à l'enquête après avoir pris en compte le caractère suffisant et la disponibilité de la preuve.

#### NOMBRE DE CAS SOUMIS À UNE ENQUÊTE EN 2010-2011

Nombre d'enquêtes au 1 <sup>er</sup> avril 2010	9
Nouvelles enquêtes lancées à l'exercice 2010-2011	8
Dossiers d'enquête fermés : rapports au Parlement	3
Dossiers d'enquête fermés : Arrêt	3
Nombres d'enquêtes au 31 mars 2011	11

Au 31 mars 2011, le Commissariat avait encore 11 enquêtes en cours. Dans tous les cas, les lobbyistes sont présumés, entre autres choses, avoir enfreint le principe du « professionnalisme » du *Code de déontologie des lobbyistes* en négligeant de s'enregistrer selon la procédure, ou d'observer les normes professionnelles ou éthiques les plus élevées. Dix cas concernent des particuliers ayant participé à une activité pour laquelle ils étaient présumés devoir s'enregistrer en tant que lobbyistes-conseils; le onzième cas concerne une activité qui aurait été menée par des employés d'une société. Quatre enquêtes sur 11 ont été lancées à l'interne, dont la majorité à la suite d'un suivi des médias. Le Commissariat a ouvert les autres dossiers après avoir reçu des plaintes externes ou des informations de titulaires fédéraux d'une charge publique. Au 31 mars 2011, trois des rapports d'enquêtes qui m'ont été remis par la direction des enquêtes étaient toujours avec les sujets de l'enquête. Comme le requiert la Loi, j'ai donné à ces personnes la possibilité de présenter leur point de vue avant que je ne parachève le rapport d'enquête et le dépose aux deux chambres du Parlement.

#### RENOIS DES DOSSIERS À UN AGENT DE LA PAIX

Aux termes de la *Loi sur le lobbying*, je dois suspendre mon enquête et aviser immédiatement un agent de la paix si j'ai des motifs raisonnables de croire qu'une infraction a été commise. En 2010-2011, j'ai renvoyé deux dossiers d'enquête à la GRC en me fondant sur des renseignements contenus dans les rapports d'examen administratifs préparés par mon personnel. Dans les deux cas, la GRC a choisi de ne pas entamer de procédures contre les

personnes visées. La GRC m'a également avisé qu'elle ne continuerait pas à enquêter sur quatre dossiers qui lui avait été renvoyés par moi en 2009-2010. Dans ses réponses, la GRC a indiqué qu'elle n'avait pas pu recueillir suffisamment de preuves pour porter une accusation et que compte tenu de l'affaire, il y avait peu de chances d'obtenir une condamnation ou qu'il n'était pas dans l'intérêt public de procéder. Les délais de réponse de la GRC se situaient entre trois et onze mois.

Lorsque la GRC me retourne un dossier, j'examine l'affaire sous l'angle du *Code de déontologie des lobbyistes*. Je dois alors déterminer si j'ai des motifs suffisants pour procéder à une enquête en vertu du Code. Cinq des six dossiers qui m'ont été retournés par la GRC cette année remplitaient les critères et ils font actuellement l'objet d'enquêtes en vertu du *Code de déontologie des lobbyistes*. Après avoir tenu compte des avis de la GRC sur le dernier cas, j'ai déterminé qu'il n'y avait pas de motifs suffisants pour procéder à une enquête en vertu du Code.

Selon la *Loi sur le lobbying*, je dois immédiatement suspendre toute enquête si je découvre que la personne visée est déjà soumise à une enquête de la police. En 2010-2011, deux dossiers que j'avais déjà suspendus pour cette raison m'ont été retournés par la GRC. Les deux cas sont actuellement examinés en vue de déterminer si une infraction au *Code de déontologie des lobbyistes* a été ou non commise.

#### RAPPORT AU PARLEMENT

Aux termes de la *Loi sur le lobbying*, après avoir fait enquête, je dois préparer un rapport d'enquête qui contient les résultats, mes conclusions et les motifs de mes conclusions, et le soumettre aux deux chambres du Parlement.

En enquêtant sur une infraction présumée au *Code de déontologie des lobbyistes*, j'exerce en fait la fonction d'un tribunal administratif. Aux termes de la Loi, « dans le cadre de son enquête, le commissaire peut [procéder] de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives ». Je suis donc tenue d'appliquer certaines normes d'équité procédurale et de justice naturelle. C'est pourquoi la *Loi sur*

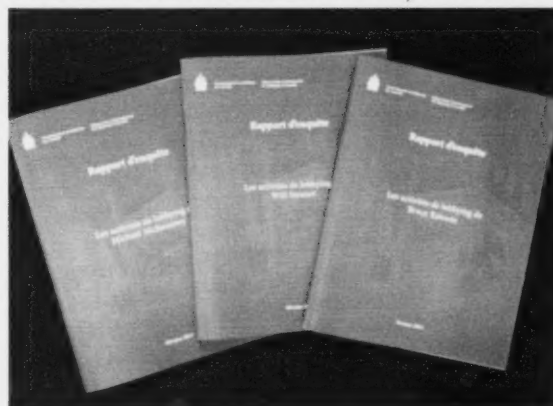


le lobbying exige que je donne à la personne sous enquête la possibilité de présenter son point de vue avant de déposer mon rapport d'enquête aux deux chambres du Parlement. J'ai pour pratique de remettre à la personne une copie du rapport d'enquête préparé par la Direction des enquêtes, en demandant à la personne d'y répondre dans les trente jours qui suivent. Il est arrivé que ces délais aient été prolongés sur demande.

Mes rapports d'enquête tiennent compte du rapport d'enquête de la Direction des enquêtes, et de tout point de vue présenté par la personne sous enquête. En 2010-2011, cinq rapports d'enquête ont été remis à des personnes pour leur donner la possibilité de donner leur point de vue. Comme il a été indiqué plus haut, à la fin du mois de mars 2011, trois rapports étaient toujours entre les mains des personnes visées de façon à ce qu'elles puissent soumettre leur point de vue pour ma considération.

### Trois rapports d'enquête ont été déposés en février 2011

Bien que les infractions au Code ne soient pas passibles de sanctions sous forme d'amendes ou de peines d'emprisonnement, la divulgation publique de l'infraction par le dépôt au Parlement des rapports d'enquête sert à dissuader spécifiquement la personne visée et de façon générale, tous les lobbyistes. J'ai déposé trois de ces rapports d'enquête en 2010-2011 sur les activités de lobbying de messieurs Bruce Rawson, Michael McSweeney et Will Stewart.



### BRUCE RAWSON

Le rapport d'enquête relatif aux activités de lobbying de M. Bruce Rawson portait sur une activité de lobbyiste conseil rémunéré menée par M. Rawson en 2004, pour le compte de deux sociétés minières de la Colombie Britannique. En juin 2006, le directeur des lobbyistes, mon prédécesseur, a déterminé qu'il y avait des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au Code de déontologie des lobbyistes avait été commise et il avait entamé une enquête. Le dossier a été transféré à la GRC, qui a décidé de ne pas mener d'enquête aux termes de la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes. J'ai hérité du dossier à mon entrée en fonction et terminé l'enquête en 2010.

J'ai conclu que M. Rawson exerçait des activités pour lesquelles il devait s'enregistrer comme lobbyiste, lorsque, contre rémunération, il avait organisé des rencontres entre ses clients et des titulaires d'une charge publique. En omettant d'enregistrer ces activités selon la procédure, il avait enfreint le principe de professionnalisme, la règle 2 (renseignements exacts) et la règle 3 (divulcation des obligations) du Code de déontologie des lobbyistes.

### MICHAEL MCSWEENEY

Dans ce rapport d'enquête, j'ai conclu que M. Michael McSweeney, un lobbyiste salarié (organisation) employé par l'Association Canadienne du Ciment avait enfreint la règle 8 (influence répréhensible) du Code de déontologie des lobbyistes. M. McSweeney avait aidé à organiser un souper de levée de fonds en septembre 2009 en faveur de l'honorable Lisa Raitt, qui était alors ministre des Ressources naturelles.

À l'issue de l'enquête, il a été conclu que M. McSweeney avait joué un rôle déterminant dans l'organisation de l'activité de levée de fonds en vendant des billets, activité considérée comme un moyen de promouvoir l'intérêt privé de la Ministre. Durant cette période, M. McSweeney était enregistré pour exercer des activités de lobbying au nom de l'Association Canadienne du Ciment sur des questions du ressort de la ministre des Ressources naturelles et avait communiqué directement avec celle-ci sur des sujets enregistrables.



J'ai conclu que le recoupement entre les activités de lobbying et les activités politiques avait placé la Ministre dans une situation de conflit d'intérêts apparent, et de ce fait, que M. McSweeney avait enfreint la règle 8 (influence répréhensible) du Code de déontologie des lobbyistes.

#### WILL STEWART

Au cours de l'examen administratif du cas de M. Michael McSweeney, j'ai été informée qu'un autre lobbyiste avait également joué un rôle dans l'organisation de la même activité de levée de fonds en faveur de la ministre des Ressources naturelles. M. Will Stewart était lobbyiste conseil pour divers clients. J'ai entamé une enquête en juillet 2010 qui a conclu que M. Stewart avait joué un rôle prépondérant dans l'organisation de cette activité, ce qui incluait la vente de billets.

À la même période, M. Stewart était enregistré pour exercer des activités de lobbying sur des sujets du ressort de la ministre des Ressources naturelles et il communiquait avec elle directement sur les sujets enregistrables.

Dans mon rapport d'enquête, j'ai conclu que les activités de M. Stewart avaient placé la Ministre dans une situation de conflit d'intérêts apparent et de ce fait, qu'il avait enfreint la règle 8 (influence répréhensible) du Code de déontologie des lobbyistes.

#### GESTION DU VOLUME DE CAS

Le nombre d'examens administratifs et d'enquêtes a augmenté depuis la création du Commissariat en juillet 2008. Cette année seulement, le nombre de dossiers d'examens administratif ouverts ont plus que doublé par rapport aux années précédentes, tandis que le nombre de dossiers fermés a triplé. Compte tenu de cette croissance, j'ai mis en œuvre de nouveaux processus et amélioré ceux qui étaient déjà établis.

Afin de gérer l'augmentation du nombre de cas, plusieurs initiatives ont été lancées par le Commissariat. En premier lieu, j'ai mis en place un processus permettant d'effectuer une évaluation préliminaire de chaque allégation afin de décider de la mesure la plus appropriée pour assurer la conformité. Des processus déjà établis ont été simplifiés pour que je puisse déterminer rapidement s'il s'agit d'une

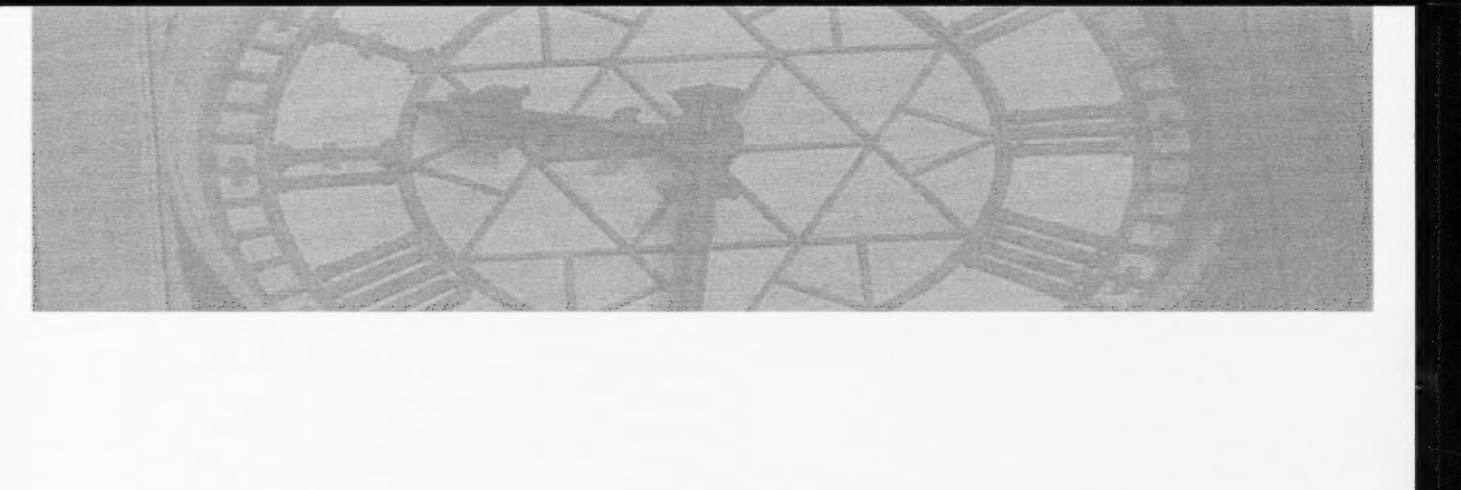
négligence mineure ou d'une infraction grave. J'examine les transgressions mineures, par exemple, les enregistrements en retard ou les divulgations volontaires de non conformité, en tenant compte des antécédents de conformité du déclarant et des mesures qui ont été prises ou non pour éviter d'autres infractions. Dans les cas plus graves, par exemple les activités de lobbying non enregistrées, le Commissariat procède à un examen administratif plus exhaustif qui comporte des entrevues et une analyse minutieuse.

En 2010-2011, mon personnel a rédigé un document intitulé *Principes directeurs et critères pour recommander des mesures d'application de la loi* afin de documenter officiellement l'approche suivie pour recommander le mode d'action qui convient à chaque cas d'infraction présumée à la Loi et au Code, en tenant compte de son degré de gravité. Ces principes contribuent à ce que les infractions à la Loi ou au Code soient traitées avec équité et de manière cohérente. Le document peut être consulté sur le site Web du Commissariat.

Comme le Commissariat en était à sa troisième année de fonctionnement, j'ai déterminé qu'il était temps de réaliser un examen interne de tous les dossiers ouverts ou fermés depuis sa création en juillet 2008. J'ai procédé à un examen en mars 2011 pour vérifier l'exactitude des données de chaque dossier qu'a traité le Commissariat. En outre, j'étudie actuellement les dossiers ouverts et fermés par mon prédécesseur, le Directeur des lobbyistes, qui m'ont été transférés au moment de ma nomination. Je compte faire état des résultats de ces travaux dans mon prochain rapport annuel.

#### APPLICATION DES MESURES DE CONFORMITÉ

La Loi sur le lobbying prévoit des sanctions, notamment des amendes et des peines d'emprisonnement lorsqu'une personne est condamnée par un tribunal pour avoir violé la Loi. Si, au cours d'une enquête, j'ai des motifs raisonnables de croire qu'une personne a commis une infraction, je dois en aviser un agent de la paix et suspendre immédiatement mon enquête. C'est la seule possibilité de mise en application dont je dispose aux termes de la Loi. L'agent de la paix habilité à faire enquête – c'est à dire, en général, la GRC pour



ce qui est de la Loi sur le lobbying – examine le cas en consultant un avocat du ministère de la Justice et des procureurs généraux du Service des poursuites pénales du Canada. Ensemble, ils décident de porter ou non une accusation.

Pour les infractions moins graves, telles que le retard des déclarations de communications mensuelles, je peux exercer ma discrétion dans le choix des mesures de conformité. À mon avis, l'intérêt public ne serait pas bien servi si je devais renvoyer chaque cas à la GRC, peu importe sa gravité. Je suis d'avis que les infractions moins graves ne justifient pas une enquête au criminel et que la conformité est parfois mieux assurée en employant un processus de sensibilisation, de correction des renseignements consignés au Registre des lobbyistes et de surveillance continue des lobbyistes en infraction.

L'éducation des lobbyistes qui commettent des infractions moins graves à la Loi et la surveillance de leurs activités sont des mesures adaptées aux fins de l'application de la Loi et du Code et de la transparence des activités de lobbying menées au niveau fédéral. On obtient une plus grande transparence si les renseignements du Registre des lobbyistes sont à jour et exacts. C'est pourquoi, pour les infractions moins graves, je m'efforce surtout de vérifier que les déclarants comprennent bien les exigences de la Loi et du Code et de démontrer que les infractions seront évitées à l'avenir. En 2010-2011, j'ai ouvert 10 dossiers d'examen administratif à la suite de divulgations volontaire de lobbyistes.

#### ÉTUDE DE CAS 5 : DIVULGATION VOLONTAIRE

En novembre 2010, le Commissariat a reçu une lettre du représentant chargé de remplir les déclarations d'une société enregistrée comme société employant des lobbyistes salariés. Le déclarant a informé le Commissariat qu'il avait omis de déclarer une communication orale et organisée entre l'un de ses employés et un titulaire d'une charge publique en août 2010 et de ce fait, qu'il n'avait pas rempli de déclaration à ce sujet dans les délais prescrits par la Loi sur le lobbying. Suite à cette lettre, le déclarant a été avisé de déclarer la communication enregistrable et de transmettre par écrit au Commissariat une explication du délai.

Un examen administratif a été effectué. Bien qu'il ait révélé que la personne visée avait enfreint la Loi en omettant de déclarer une communication enregistrable dans les délais prescrits, j'ai décidé de fermer le dossier et de poursuivre une activité de sensibilisation auprès du déclarant, pour les raisons suivantes :

- le déclarant a divulgué volontairement l'omission;
- le déclarant avait de bons antécédents de conformité, ayant par le passé déclaré de nombreuses communications dans les délais prescrits par la Loi;
- le déclarant a démontré que l'entreprise avait pris des mesures pour éviter de semblables infractions à l'avenir.

J'ai rappelé par écrit au déclarant qu'omettre de produire une déclaration mensuelle de communication dans les délais prescrits constitue une infraction à la Loi sur le lobbying. Le déclarant a été également informé qu'aucune autre mesure ne serait prise. Le déclarant continue de faire l'objet d'une surveillance visant à maintenir la conformité.

Même si je suis d'avis que l'éducation et la surveillance sont des moyens importants pour assurer la conformité, j'admets que certaines infractions mineures, comme les retards répétés de déclaration, nuisent à la transparence des activités de lobbying. Hormis les renvois à un agent de la paix, la Loi sur le lobbying ne prévoit pas d'autres mesures d'application. Je crois que ces infractions pourraient justifier des sanctions ou des pénalités se situant entre les deux extrêmes du régime actuel : d'un côté, les mesures d'éducation, de rectification et de surveillance que j'emploie, et de l'autre,



le dépôt d'un rapport d'enquête aux deux chambres du Parlement et/ou une procédure au criminel, qui débouchent sur des amendes, des peines d'emprisonnement et une interdiction éventuelle.

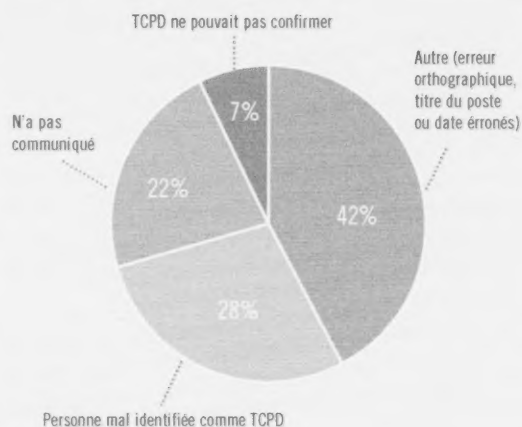
Pour remédier à ce manque de souplesse des mesures d'application que je peux utiliser, dans ma présentation de mars 2011 au Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes<sup>3</sup>, j'ai recommandé d'établir un régime de sanctions administratives pécuniaires (SAP). À mon avis, toutes les infractions n'ont pas la même gravité. Un régime de SAP créerait un continuum d'application graduel de sanctions de plus en plus sévères adaptées à la gravité des infractions commises. Diffuser publiquement les sanctions administratives pécuniaires qui sont appliquées et le nom des personnes visées serait également un moyen de dissuasion pour tous les lobbyistes. Des régimes de ce type existent dans d'autres lois sur le lobbying à travers le Canada et dans d'autres textes législatifs fédéraux.

## VÉRIFICATION DE L'EXACTITUDE DES DÉCLARATIONS MENSUELLES DE COMMUNICATION

En vertu de la Loi sur le lobbying, les lobbyistes enregistrés doivent divulguer, mensuellement, les communications « orales et organisées » avec des TCPD sur certains sujets enregistrables. Les déclarations fournissent au public des renseignements sur la date et l'objet de la communication, ainsi que le nom et le titre du TCPD avec lequel la communication a eu lieu. En plus de vérifier l'exhaustivité des enregistrements initiaux, mon personnel valide un échantillon de déclarations mensuelles de communications pour en vérifier l'exactitude en demandant aux TCPD concernés une confirmation écrite.

Le tableau suivant montre les types et la fréquence des erreurs signalées par les TCPD qui ont été contactés :

### TYPES D'ERREURS SIGNALÉES PAR LES TCPD AU COURS DU PROCESSUS DE VÉRIFICATION DES DÉCLARATIONS MENSUELLES DE COMMUNICATIONS



Chaque mois, mon personnel vérifie environ cinq pour cent des communications déclarées et saisies au Registre des lobbyistes. Entre avril 2010 et février 2011, le Commissariat a envoyé plus de 70 lettres à des TCPD pour leur demander de confirmer l'exactitude de 396 communications saisies sur environ 8 400 déclarations produites par les déclarants. Les répondants ont relevé 67 erreurs qui étaient la plupart du temps des erreurs de transcription (ex. noms mal orthographiés)<sup>4</sup>. Le Commissariat a demandé aux lobbyistes d'apporter les corrections nécessaires à leurs déclarations.

<sup>3</sup> Karen E. Shepherd, « Mise en œuvre de la Loi sur le lobbying — Observations et recommandations fondées sur l'expérience des cinq dernières années », disponible au [www.oel.ca.gc.ca](http://www.oel.ca.gc.ca).

<sup>4</sup> Les déclarations mensuelles de communication soumises aux mois de mars et avril 2011 sur les communications orales et organisées à l'avance qui ont eu lieu en février et en mars 2011 n'ont pas encore été vérifiées. L'échantillon est vérifié une fois par mois.



## EXAMEN DES DEMANDES D'EXEMPTION À L'INTERDICTION QUINQUENNALE D'EXERCER DES ACTIVITÉS DE LOBBYING

En 2008, la Loi sur le lobbying a instauré l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying pour les anciens titulaires d'une charge publique désignée (TCPD). Cette interdiction vise à empêcher d'anciens décideurs fédéraux de haut niveau de profiter, à des fins de lobbying, des avantages et des relations personnelles découlant de la charge qu'ils occupaient au gouvernement. Cependant, la Loi me confère l'autorité d'exempter de cette interdiction les personnes visées si j'estime que cette exemption n'est pas incompatible avec l'objet de la Loi.

Un processus d'examen des demandes d'exemption a été élaboré et mis en œuvre afin de veiller à ce que j'obtienne suffisamment d'information pour déterminer s'il y a lieu ou non d'accorder une exemption. Bien que la Loi ne l'exige pas, j'ai décidé, par souci d'équité, d'accorder au requérant la possibilité de donner son point de vue quant à mon intention d'accorder ou non une exemption avant que je ne prenne ma décision finale.

La Loi énonce les circonstances ou les facteurs dont je peux tenir compte pour décider d'accorder une exemption, par exemple :

- l'ancien titulaire d'une charge publique désignée a occupé sa charge pendant une période de courte durée;
- il a occupé cette charge à titre intérimaire;
- il a occupé cette charge à titre de participant à un programme d'emplois étudiants;
- ses fonctions étaient purement administratives.

En 2010-2011, j'ai traité cinq nouvelles demandes d'exemption à l'interdiction quinquennale, et une qui était un report de l'exercice précédent. Trois demandes ont été retirées une fois que les requérants ont été informés de la série limitée de critères permettant d'accorder l'exemption aux termes de la Loi. J'ai rejeté les deux autres demandes, les requérants n'ayant pas pu démontrer que leur poste de titulaire d'une charge publique désignée répondait aux

critères d'exemption prévus par la Loi. J'ai accordé une exemption à une personne qui avait occupé un poste comme étudiant embauché pour l'été au cabinet d'un ministre et dont les fonctions étaient essentiellement administratives. Comme l'exige la Loi, l'exemption a été rendue publique sur le site Web du Commissariat. Au 31 mars 2011, il ne restait plus de demandes d'exemption à examiner.

### Normes de service appliquées à l'examen des demandes d'exemption

À la lumière de l'expérience acquise par mon personnel et moi-même en ce qui a trait aux demandes d'exemption, j'ai décidé qu'il fallait à présent établir des normes de service claires afin de suivre le rendement du Commissariat dans la réponse à ces demandes. En 2010-2011, le Commissariat a conçu et mis en œuvre les normes de service suivantes, qui s'appliquent au délai nécessaire à chaque étape du processus d'examen des demandes d'exemption :

1. **Accusé de réception de la demande** : une fois que sa demande d'exemption a été reçue, la commissaire s'efforce d'envoyer un accusé réception dans les sept jours qui suivent.
2. **Lettre d'intention de la commissaire** : la commissaire s'efforce d'informer le requérant par écrit de la décision qu'elle compte prendre et des motifs à l'appui dans les 60 jours qui suivent la réception de la demande contenant tous les renseignements requis.
3. **Décision finale de la commissaire** : le requérant a droit à une période raisonnable pour présenter son point de vue concernant la décision que la commissaire compte rendre (qui lui aura été communiquée dans la Lettre d'intention de la commissaire). La commissaire s'efforce d'informer par écrit le requérant de sa décision finale (et des motifs de la décision) dans les 30 jours qui suivent la réception de la réponse du demandeur à la Lettre d'intention de la commissaire.

4. **Publication des exemptions accordées** : lorsqu'une exemption est accordée, la commissaire s'efforce de publier sa décision et les motifs à l'appui dans les 48 heures suivant l'avis au requérant en affichant l'information sur le site Web du Commissariat.

Ces normes seront appliquées en 2011-2012 et seront traitées dans les prochains rapports annuels.

## ABORDER LES CONTESTATIONS JUDICIAIRES

La demande de contrôle judiciaire de décisions prises par mon prédécesseur, le Directeur des lobbyistes, a fait l'objet d'une décision cette année. En mars 2007, le Directeur des lobbyistes a complété quatre rapports d'enquête concernant des allégations d'activités de lobbying non enregistrées auxquelles se serait livré M. Neelam Makhija. Les rapports, déposés devant le Sénat et la Chambre des communes, concluaient que M. Makhija avait enfreint la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* en omettant d'enregistrer ses activités de lobbying pour le compte de quatre sociétés et que ces activités constituaient une violation au *Code de déontologie des lobbyistes*.

M. Makhija a demandé le contrôle judiciaire des décisions du Directeur des lobbyistes exposées dans les quatre rapports, prétextant qu'il n'était pas un lobbyiste et que le Directeur des lobbyistes avait commis une erreur de droit. Il a demandé que les décisions soient annulées et que les rapports soient retirés du Parlement. En mars 2008, la Cour fédérale a annulé les décisions du Directeur des lobbyistes et ordonné le retrait des quatre rapports d'enquête déposés au Parlement. Cette décision a remis en question la compétence du Directeur des lobbyistes à présenter ses conclusions à propos des infractions apparentes à la Loi et à faire enquête en vertu du *Code de déontologie des lobbyistes* sur les personnes omettant de s'enregistrer comme lobbyistes.

Le procureur général a porté la décision devant la Cour d'appel fédérale (CAF) et celle-ci a cassé la décision de la Cour fédérale, concluant que le Directeur des lobbyistes était habilité à faire enquête s'il avait des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au Code avait été commise, même si la personne faisant l'objet de l'enquête ne s'était pas enregistrée comme lobbyiste. Cette décision a résolu la question de la compétence du Directeur des lobbyistes soulevée par la Cour fédérale. Une demande d'autorisation d'interjeter appel de la décision de la CAF à la Cour suprême du Canada fut déposée, mais sa demande a été rejetée.

La CAF a alors ordonné que la demande de contrôle judiciaire soit renvoyée à la Cour fédérale afin qu'une décision soit prise en fonction du bien fondé de la demande de contrôle judiciaire de M. Makhija. En février 2010, la Cour fédérale a déclaré que les conclusions du Directeur des lobbyistes sur les infractions au *Code de déontologie des lobbyistes* étaient raisonnables et, par conséquent, valides et légales compte tenu des circonstances. Quant à la conclusion du Directeur des lobbyistes selon laquelle M. Makhija avait enfreint la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, la Cour a déclaré que le Directeur des lobbyistes ne pouvait pas, en vertu de la Loi, en arriver à une telle conclusion, et a infirmé la partie visée de chacun des quatre rapports d'enquête du Directeur des lobbyistes. Cette décision a fait l'objet d'un appel devant la CAF, et en décembre 2010, celle-ci a finalement confirmé la décision de la Cour fédérale.<sup>5</sup>

La question de la compétence de la commissaire à faire enquête sur une infraction apparente à la Loi ou au Code a été clarifiée en juillet 2008, lorsque des modifications aux dispositions de la Loi sur le lobbying ont conféré à la commissaire l'autorité de déclencher une enquête lorsqu'elle le juge nécessaire pour assurer l'application de la Loi ou du Code.

<sup>5</sup> Neelam Makhija c. Procureur général du Canada, 2010 CAF 342.

## ANNEXE A



### LISTE DES ACRONYMES ET DES ABRÉVIATIONS

CAF	Cour d'appel fédérale
CF	Cour fédérale
Code	<i>Code de déontologie des lobbyistes</i>
COGEL	Council on Governmental Ethics Laws
Commissariat	Commissariat au lobbying
GRC	Gendarmerie royale du Canada
Loi	<i>Loi sur le lobbying</i>
Registre	Registre des lobbyistes
SAP	Sanctions administratives pécuniaires
SEL	Système d'enregistrement des lobbyistes
TCP	Titulaire d'une charge publique
TCPD	Titulaire d'une charge publique désignée

## ANNEXE B

### AU SUJET DU COMMISSARIAT

#### Qui nous sommes

La commissaire au lobbying est un agent indépendant du Parlement nommé par le Parlement en vertu de la Loi sur le lobbying (la Loi) pour un mandat de sept ans. La Loi a pour objet d'assurer la transparence et l'imputabilité des activités de lobbying auprès des titulaires d'une charge publique, de façon à inspirer confiance en l'intégrité des décisions prises par le gouvernement. La commissaire administre la Loi :

- en gérant le Registre des lobbyistes qui contient et rend public les renseignements divulgués par les lobbyistes, ainsi que leurs communications mensuelles avec les titulaires d'une charge publique désignée,

- en élaborant et en mettant en œuvre des programmes de sensibilisation du public aux exigences de la Loi;
- en effectuant des examens et des enquêtes destinés à assurer l'application de la Loi et du Code de déontologie des lobbyistes (le Code).

La commissaire est appuyée dans son travail par le Commissariat au lobbying du Canada, qui a été créé en 2008 en vertu de la Loi. Elle présente chaque année un rapport au Parlement portant sur l'application de la Loi et du Code. Elle est aussi tenue de présenter des rapports sur toutes les enquêtes effectuées relativement au Code.



## Ce que nous faisons

### GESTION DU REGISTRE

Le Commissariat s'efforce de veiller à ce que le Système d'enregistrement des lobbyistes soit un outil facile à utiliser par les lobbyistes pour enregistrer leurs activités de lobbying et, dans cette optique, le Commissariat améliore régulièrement le système. En outre, on a établi des systèmes et des processus pour minimiser les interruptions et les temps d'arrêt, ce qui permet aux Canadiens d'accéder en tout temps au Registre des lobbyistes.

### PRESTATION D'UN PROGRAMME D'ÉDUCATION ET DE SENSIBILISATION

Le Commissariat effectue de nombreuses activités pour s'assurer que les titulaires d'une charge publique, les lobbyistes, leurs clients et les Canadiens connaissent les exigences de la Loi. Il a axé stratégiquement ses efforts sur des activités clés afin de toucher le maximum de personnes de la manière la plus économique possible.

### CONFORMITÉ

Le Commissariat s'efforce de voir à ce que les lobbyistes se conforment à la Loi et au Code. On a conçu un système qui comprend des examens administratifs et des enquêtes en vue d'étudier les infractions alléguées à la Loi ou au Code. Des processus rigoureux de surveillance et de vérification contribuent également à la conformité.

### NOTRE ORGANISATION

Le Commissariat, lorsqu'il est pleinement doté, dispose d'un effectif de 28 employés à temps plein et d'un budget global d'environ 4,5 millions de dollars. Le Commissariat est divisé en quatre groupes :

- le bureau du commissaire adjoint est chargé de la planification intégrée stratégique et opérationnelle, ce qui inclut la coordination et la mise en œuvre des mesures du rendement, la gestion des risques et la gestion des ressources humaines. Ce groupe fournit également des avis sur les politiques stratégiques et les communications et coordonne toutes les activités de sensibilisation. Il gère les services financiers et administratifs pour l'organisation, et s'efforce également de répondre aux besoins du Commissariat en ce qui a trait à la sécurité, à la gestion des installations et à la sécurité au travail;
- la Direction de l'enregistrement et des services à la clientèle est chargée de concevoir et de maintenir le Système d'enregistrement des lobbyistes (SEL) et le Registre des lobbyistes en ligne. Le SEL permet aux lobbyistes de déclarer leurs activités de lobbying et de procéder à des opérations telles que des modifications, des renouvellements et des résiliations, tandis que le Registre permet aux Canadiens de faire une recherche sur les lobbyistes et les activités de lobbying. Les employés de la Direction de l'enregistrement et des services à la clientèle traitent les enregistrements des lobbyistes et fournissent un service à la clientèle aux déclarants, aux titulaires d'une charge publique et au grand public;
- la Direction des enquêtes est chargée d'assurer la conformité à la Loi sur le lobbying et au Code de déontologie des lobbyistes. Les employés de cette direction surveillent les activités de lobbying, vérifient les renseignements des déclarations mensuelles de communication soumises par les lobbyistes, étudient les allégations de non conformité et font enquête à cet égard. Ils examinent également les demandes d'exemption de l'interdiction quinquennale d'exercer des activités de lobbying à laquelle sont assujettis les anciens titulaires d'une charge publique désignée;
- le bureau de la Commissaire comprend la commissaire, un avocat, un conseiller principal et un adjoint administratif. La commissaire a le rang et les pouvoirs d'un administrateur général de ministère fédéral. Ce groupe fournit des avis et des opinions juridiques au Commissariat, et assure une supervision financière de façon à ce que toutes les exigences législatives soient respectées et à ce que toutes les politiques des organismes centraux soient appliquées;

## ANNEXE C

### LOI SUR LE LOBBYING

#### Objet et description

La Loi sur le lobbying exige l'enregistrement des particuliers rémunérés pour communiquer avec des titulaires d'une charge publique (TCP) sur certains sujets par ailleurs décrits dans la Loi. Le terme « titulaire d'une charge publique », tel qu'il est défini dans la Loi, s'applique à pratiquement toutes les personnes ayant été nommées ou élues à un poste au sein du gouvernement du Canada, y compris les sénateurs, les députés et les membres de leur personnel, les cadres et les employés des ministères et organismes fédéraux, les membres des Forces armées canadiennes et les membres de la Gendarmerie royale du Canada.

Le préambule de la Loi énonce les quatre principes fondamentaux suivants en ce qui a trait à l'enregistrement des lobbyistes :

- la liberté d'accès aux institutions de l'État est une question d'intérêt public;
- le lobbyisme auprès des titulaires d'une charge publique est une activité légitime;
- il est souhaitable que les titulaires d'une charge publique de même que les citoyens puissent savoir qui se livre à des activités de lobbyisme;
- le système d'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas faire obstacle à la liberté d'accès au gouvernement.

Toute personne doit être enregistrée si elle se livre à des activités de lobbying, c'est à dire si elle communique, contre rémunération, officiellement ou de façon informelle, avec les titulaires d'une charge publique relativement à l'un des objets suivants :

- l'élaboration, la préparation ou la modification de propositions législatives, de projets de loi ou de résolutions, de règlements, de politiques ou de programmes fédéraux;
- l'octroi de subventions, de contributions ou d'autres avantages financiers par le gouvernement fédéral;
- dans le cas des lobbyistes conseils, l'obtention d'un contrat fédéral ou une rencontre entre leur client et un TCP.

La Loi sur le lobbying établit les trois catégories de lobbyistes suivantes :

#### LOBBYISTES-CONSEILS

Le lobbyiste-conseil est une personne qui, contre rémunération, fait du lobbying pour un client. Les lobbyistes conseils sont généralement des conseillers en relations gouvernementales, des avocats, des comptables ou d'autres experts-conseils qui offrent des services de lobbying à leurs clients. Ils doivent soumettre une déclaration pour chacun des engagements qu'ils acceptent (c.-à-d. pour chaque mandat confié par un client).

#### LOBBYISTES SALARIÉS (PERSONNES MORALES)

Les lobbyistes salariés sont employés par une société (personne morale) qui exerce des activités commerciales dans le but d'en tirer un avantage financier, et leurs fonctions consistent en grande partie à faire du lobbying. Ces personnes sont habituellement des employés à temps plein qui consacrent une part importante de leurs fonctions à s'occuper d'affaires publiques ou de relations gouvernementales. À titre de déclarant, le premier dirigeant rémunéré doit enregistrer l'entreprise si l'activité totale de lobbying de tous les employés représente une partie importante des fonctions d'un employé à temps plein. L'enregistrement doit contenir le nom de tous les cadres dirigeants qui exercent des activités de lobbying, ainsi que le nom de tout employé (premier dirigeant ou autre) qui consacre une partie importante de ses fonctions à des activités de lobbying.

#### LOBBYISTES SALARIÉS (ORGANISATIONS)

Les lobbyistes salariés (organisations) sont les employés d'organismes sans but lucratif, comme les associations, les organisations caritatives ou les fondations, y compris les sociétés sans but lucratif. À titre de déclarant, le premier dirigeant rémunéré de l'organisation en question doit déclarer le nom de toutes les employés qui se livrent à des activités de lobbying lorsque l'activité totale de lobbying de tous ces employés représente l'équivalent de une partie importante des fonctions de l'équivalent d'un employé à temps plein.



## EXIGENCES DE DIVULGATION

Tous les lobbyistes sont tenus de divulguer certains renseignements dans les délais prescrits par la Loi. Ils doivent indiquer notamment :

- le nom de leur client ou de leur employeur (qu'il s'agisse d'une société ou d'une organisation);
- le nom de la société mère ou des filiales qui pourraient bénéficier des activités de lobbying;
- dans le cas d'une coalition, le nom des organisations et entreprises qui la composent;
- l'objet du lobbying;
- le nom des ministères ou organismes fédéraux avec lesquels ils communiquent;
- la source et le montant de toute aide publique reçue d'un gouvernement;
- les moyens de communication utilisés, par exemple les rencontres, les appels téléphoniques ou le lobbying populaire.

Malgré de légères différences dans les exigences en matière de déclaration, les entreprises et les organisations doivent également présenter une description générale de leurs activités, commerciales ou autres.

## Règlements

La Loi sur le lobbying autorise le gouverneur en conseil à adopter des règlements sur la soumission des déclarations et d'autres exigences de la Loi relatives à l'enregistrement, et aux divers aspects du régime d'enregistrement des lobbyistes.

Le Règlement sur l'enregistrement des lobbyistes décrit la procédure à suivre par les lobbyistes pour la production des déclarations requises en vertu de la Loi. Ces déclarations comprennent des renseignements sur leurs activités de lobbying. De plus, le Règlement indique les renseignements additionnels à fournir dans les déclarations, en plus de ceux exigés expressément par la Loi. Le Règlement indique également le délai de réponse à une demande de correction ou de clarification des renseignements fournis dans les déclarations. Le Règlement précise enfin le type de communication exigeant des déclarations mensuelles. L'interface fournie aux utilisateurs du

Système d'enregistrement des lobbyistes tient compte des exigences en matière d'enregistrement prescrites par le Règlement sur l'enregistrement des lobbyistes.

La Loi définit les « titulaires d'une charge publique désignée » de manière à inclure les ministres, les ministres d'État et le personnel des ministères, les administrateurs généraux, les administrateurs généraux délégués et les sous ministres adjoints ainsi que les personnes occupant des postes de rang comparable au sein de la fonction publique. Le Règlement désignant certains postes comme postes de titulaire d'une charge publique désignée cite divers postes au sein des Forces canadiennes et du Bureau du Conseil privé, de même que le contrôleur général du Canada, de sorte que les personnes qui les occupent font partie des « titulaires d'une charge publique désignée » en vertu de la Loi sur le lobbying. Le Règlement, qui est entré en vigueur le 2 juillet 2008, a désigné les onze postes ou catégories de postes suivants :

- chef d'état major de la Défense;
- vice chef d'état major de la Défense;
- chef d'état major de la Force maritime;
- chef d'état major de l'Armée de terre;
- chef d'état major de la Force aérienne;
- chef du personnel militaire;
- juge avocat général;
- tout poste de conseiller supérieur auprès du Conseil privé dont le titulaire a été nommé par le gouverneur en conseil;
- sous ministre (Affaires intergouvernementales) au Bureau du Conseil privé;
- contrôleur général du Canada;
- tout poste dont le titulaire a été nommé en vertu des alinéas 127.1 (1) a) ou b) de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.

Le 20 septembre 2010, le Règlement a été modifié de façon à inclure trois autres types de poste à la catégorie des titulaires d'une charge publique :

- tout poste de député;
- tout poste de sénateur;
- tout poste au sein du bureau du chef de l'Opposition à la Chambre des communes ou à celui du leader de l'Opposition au Sénat occupé par un membre du personnel nommé en vertu du paragraphe 128(1) de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique.

## ANNEXE D.

### CODE DE DÉONTOLOGIE DES LOBBYISTES

Selon la loi sur le lobbying, (la Loi), il incombe à la commissaire au lobbying d'élaborer un code de déontologie des lobbyistes. Le Code de déontologie des lobbyistes (le Code) actuel est le produit de consultations poussées avec un grand nombre de personnes et d'organisations ayant intérêt à promouvoir la confiance du public dans l'intégrité des décisions du gouvernement. Bien que le Code, qui est entré en vigueur le 1er mars 1997, ne soit pas un instrument législatif, la commissaire a la responsabilité de le faire respecter.

Le Code de déontologie des lobbyistes vise à assurer le public canadien que les lobbyistes sont tenus de respecter des normes d'éthique élevées, de façon à préserver et à faire croître la confiance du public dans l'intégrité, l'objectivité et l'impartialité du processus de prise de décisions du gouvernement. À cet égard, le Code de déontologie des lobbyistes complète les exigences relatives à la divulgation et à l'enregistrement de la Loi sur le lobbying.

Le Code s'appuie sur quatre notions énoncées dans la Loi sur le lobbying :

- la liberté d'accès aux institutions de l'État est une question d'intérêt public;
- le lobbyisme auprès des titulaires d'une charge publique est une activité légitime;
- il est souhaitable que les titulaires d'une charge publique, de même que les citoyens, puissent savoir qui se livre à des activités de lobbyisme;
- le système d'enregistrement des lobbyistes rémunérés ne doit pas faire obstacle à la liberté d'accès au gouvernement.

Le Code repose sur trois principes absolus qui sont suivis par huit règles spécifiques :

### Principes

#### INTÉGRITÉ ET HONNÊTÉTÉ

Les lobbyistes doivent faire preuve d'intégrité et d'honnêteté dans toutes leurs relations avec les titulaires d'une charge publique, les clients, les employeurs, le public et les autres lobbyistes.

#### FRANCHISE

En tout temps, les lobbyistes doivent faire preuve de transparence et de franchise au sujet de leurs activités de lobbyisme, et ce, en respectant la confidentialité.

#### PROFESSIONNALISME

Les lobbyistes doivent observer les normes professionnelles et éthiques les plus strictes. Plus particulièrement, ils sont tenus de se conformer sans réserve tant à la lettre qu'à l'esprit du Code de déontologie des lobbyistes, de même qu'à toutes les lois pertinentes, dont la Loi sur le lobbying et son règlement d'application.

### Règles

#### TRANSPARENCE

##### 1. Identité et objet

Lorsqu'ils font des démarches auprès d'un titulaire d'une charge publique, les lobbyistes doivent révéler l'identité de la personne ou de l'organisation au nom de laquelle ils entreprennent ces démarches ainsi que l'objet de ces dernières.

##### 2. Renseignements exacts

Les lobbyistes doivent fournir des renseignements qui sont exacts et concrets aux titulaires d'une charge publique. En outre, ils ne doivent pas induire sciemment en erreur qui que ce soit, et ils doivent veiller à ne pas le faire par inadvertance.

### 3. Divulgarion des obligations

Les lobbyistes doivent informer leur client, employeur ou organisation des obligations auxquelles ils sont soumis en vertu de la Loi sur le lobbying, et du fait qu'ils doivent respecter le *Code de déontologie des lobbyistes*.

### CONFIDENTIALITÉ

#### 4. Renseignements confidentiels

Les lobbyistes ne doivent pas divulguer de renseignements confidentiels, à moins d'avoir obtenu le consentement éclairé de leur client, de leur employeur ou de leur organisation, ou que la loi ne l'exige.

#### 5. Renseignements d'initiés

Les lobbyistes ne doivent pas se servir des renseignements confidentiels ou d'initiés obtenus dans le cadre de leurs activités de lobbyisme au désavantage de leur client, de leur employeur ou de leur organisation.

### CONFLITS D'INTÉRÊTS

#### 6. Intérêts concurrentiels

Les lobbyistes ne doivent pas représenter des intérêts conflictuels ou concurrentiels sans le consentement éclairé des personnes dont les intérêts sont en cause.

#### 7. Divulgarion

Les lobbyistes conseils doivent informer les titulaires d'une charge publique qu'ils ont avisé leurs clients de tout conflit d'intérêts réel, possible ou apparent et ont obtenu le consentement éclairé de chaque client concerné avant d'entreprendre ou de poursuivre l'activité en cause.

#### 8. Influence répréhensible

Les lobbyistes doivent éviter de placer les titulaires d'une charge publique en situation de conflit d'intérêts en proposant ou en menant toute action qui constituerait une influence répréhensible sur ces titulaires.

## ANNEXE E

### RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

#### Objet des activités de lobbying

Le tableau suivant présente, dans l'ordre, les 20 sujets les plus souvent nommés par les lobbyistes dans leurs enregistrements de l'exercice courant. Les deux autres colonnes illustrent le classement des sujets au cours des deux exercices précédents. L'information se fonde sur les enregistrements actifs au 31 mars 2011.

OBJET DES ACTIVITÉS DE LOBBYING	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Industrie	1	1	1
Impôt et finances	2	2	3
Environnement	3	3	2
Commerce international	4	4	4
Santé	5	5	5
Sciences et technologie	6	6	6
Transports	7	7	7
Questions touchant les consommateurs	8	8	8
Agriculture	9	14	14
Énergie	10	10	9
Emploi et formation	11	11	10
Marchés publics	12	12	13
Affaires autochtones	13	12	13
Infrastructure	14	9	12
Développement régional	15	13	11
Relations internationales	16	15	14
Défense	17	18	16
Institutions financières	18	-	-
Propriété intellectuelle	19	19	16
Commerce intérieur	20	20	20

## Institutions fédérales

Le tableau suivant montre, par ordre d'importance, les 20 institutions fédérales les plus souvent nommées par les lobbyistes dans leur enregistrement au cours de l'exercice courant. Les deux autres colonnes illustrent le classement des institutions au cours des deux exercices précédents. Cette information se fonde sur les enregistrements actifs au 31 mars 2011.

INSTITUTION FÉDÉRALE	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Industrie Canada	1	1	1
Chambre des communes	2	11	8
Finances Canada	3	2	2
Cabinet du Premier ministre	4	3	4
Affaires étrangères et Commerce international Canada	5	5	5
Bureau du Conseil privé	6	4	3
Environnement Canada	7	6	6
Sénat du Canada	8	9	13
Santé Canada	9	7	7
Transports Canada	10	8	9
Ressources naturelles Canada	11	10	10
Agriculture et Agroalimentaire Canada	12	14	12
Secrétariat du Conseil du Trésor	13	12	11
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	14	13	14
Ministère de la Défense nationale	15	15	16
Affaires indiennes et du Nord Canada	16	16	15
Ministère du Patrimoine canadien	17	17	18
Justice Canada	18	18	20
Ressources humaines et Développement des compétences Canada	19	19	19
Pêches et Océans Canada	20	-	-